

groupe marxiste internationaliste [collectif révolution permanente en france]

Dirigeants syndicaux, cessez de négocier les projets de Macron !

7 mai : les chefs de la CGT discutent avec le premier ministre du projet de loi contre les cheminots / photo Philippe Wojaze

n° 29 mai-juin 2018 1 euro

Sans la **grève générale**, la classe ouvrière ne peut pas vaincre

La reprise économique n'a pas conduit à la fin des coups et à l'atténuation de l'exploitation. Le gouvernement Macron-Philippe a supprimé l'ISF sur le patrimoine financier, a limité et unifié à 30 % l'impôt sur le capital, va réduire l'impôt sur les sociétés de huit points d'ici à 2022 (à 25 %), a plafonné les indemnités pour licenciement abusif, augmenté la CSG sur les pensions...

Et pour liquider un bastion des luttes ouvrières, l'État accuse le statut des cheminots d'être responsable de la dette de la SNCF et des problèmes récurrents des trains et des RER, alors que c'est son manque d'investissement qui cause les deux. Cela relève autant des « fausses informations » que de nombreux propos invraisemblables du président américain.

Le gouvernement Macron-Philippe prépare déjà de nouvelles attaques contre la fonction publique, les retraites, l'enseignement professionnel, les aides sociales... Le ministre de l'Économie annonce : *« réduire la dépense publique sans toucher aux aides sociales ne serait pas cohérent »* (Le Maire, *Europe 1*, 20 mai). Déjà, les préfets expulsent des familles en hébergement d'urgence du Samu social (115). Il s'agit la plupart du temps de femmes ayant subi des violences et des familles demandeuses d'asile.

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du **Groupe marxiste internationaliste**
section française du Collectif révolution permanente

Imprimé par le GMI. Directeur de publication : **Étienne Valyi**

ISSN : **2273-8762**



Abonnement : 12 euros pour 5 numéros

Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de **ARTP**

Pour contact ou abonnement : écrire à

ARTP
AGECA service BP
177 rue de Charonne
F-75011 PARIS

Site du CoReP en allemand, anglais, espagnol, français, turc, etc. : **revolucionpermanente.com**

Site du GKK / Autriche : **klassenkampf.net**

Site du GMI / France : **groupemarxiste.info**

Le dessin du crieur est de Honoré, assassiné le 7 janvier 2015 avec Cabu, Charb, Tignous et Wolinski par les islamistes

Qu'est-ce qui permet au gouvernement et au parlement de multiplier des lois plus réactionnaires les unes que les autres ? Qu'est-ce qui permet au « président des riches » d'afficher sa morgue ? Comment arrêter ce déferlement ?

SNCF : amendements et grèves intermittentes

En s'en prenant au statut des cheminots et en ouvrant le rail à la concurrence, Macron et son gouvernement veulent avant tout liquider un bastion ouvrier au compte de la bourgeoisie française. De leur côté, les travailleurs de la SNCF veulent défendre leur statut et l'ensemble des travailleurs et des étudiants a intérêt à obtenir des transports publics de qualité, sûrs et bon marché.

L'appel à la grève générale pour le retrait du « pacte ferroviaire », pour l'octroi du statut à tous les travailleurs du rail (contractuels, salariés des filiales, salariés des entreprises concurrentes...), pour la garantie de l'emploi de tous les travailleurs (de toutes les branches de tout le pays) aurait pu vaincre le gouvernement.

Mais celui-ci a pu compter sur la connivence des chefs syndicaux. Pas seulement de la CFDT qui *« veut sortir au plus vite du conflit »* (*Le Monde*, 27 mai) et qui met en garde le gouvernement contre le danger de débordement et d'auto-organisation des masses qui découleraient d'une *« négation des corps intermédiaires qui est beaucoup trop forte et dangereuse »* (*Europe 1*, 27 mai).

En organisant un référendum en mai, comme si des organisations syndicales ne connaissaient pas l'opinion des cheminots, les chefs syndicaux ont préparé la voie aux futurs référendums d'entreprise qui sont rendus possibles par la loi Hollande-Valls-El Khomri.

Tous les chefs syndicaux ont participé aux « négociations » du plan du gouvernement : ils ont discuté le 19 février du rapport Spinetta, ils ont participé ensuite à une trentaine de réunions avec Borgne sur le projet de loi, ils ont salué comme une victoire leur convocation le 7 mai à Matignon. Pourtant, le soir même, le Premier ministre affirmait : *« il ne changera pas fondamentalement »* (*Le Monde*, 8 mai). Pourtant, ils y sont retournés le 25 mai. Les chefs de la CGT en sont ressortis en mettant en avant des concessions comme la « reprise de la dette » de la SNCF par l'État. Quel enfumage ! La dette n'est pas celle des travailleurs mais c'est celle d'un groupe qui exploite des travailleurs non seulement en France mais à l'étranger.

Parce qu'ils siègent au conseil d'administration de la SNCF, parce qu'ils sont subventionnées par l'État, ils veulent tous négocier une bonne « réforme » avec Macron, ils lui font tous des « propositions », ils lui demandent une « réécriture » du projet de loi. De même, les appareils syndicaux CGT-FO-UNSA-SUD-CFDT ont déci-

dé ensemble des « grèves perlées », ce qui facilite la division des travailleurs entre cheminots et autres salariés qui ont besoin des trains pour travailler.

> *77 % des conducteurs étaient en grève le premier jour début avril. Le pourcentage de tous les cheminots en grève est passé de 34 % à 14 %... La prudence est de mise quand on parle de la rue française, mais il y a de fortes chances que le gouvernement aura sa réforme ferroviaire avalisée au Sénat, sans céder grand-chose.* (*The Economist*, 2 juin)

Les journées d'action complètent le dispositif de démoralisation : d'après les évaluations de la police (qui sont certainement sous-estimées dans l'absolu mais indiquent bien la tendance), 320 000 le 22 mars, 120 000 le 19 avril, 84 000 le 1er mai, 124 000 le 22 mai, 93 000 le 26 mai.

Après 2 mois et demi et 27 jours de grève, le patron de la SNCF menace de ne pas payer les jours de repos des travailleurs grévistes à commencer par les conducteurs, aiguilleurs et contrôleurs. Le 5 juin, le Sénat à majorité LR, à son tour, a voté le projet Macron.

> *Les parlementaires n'ont remanié qu'à la marge le texte qui avait reçu l'aval de l'Assemblée nationale. Il a été adopté par 240 voix contre 85 contre.* (*Le Figaro*, 6 juin)

Les directions syndicales ont combattu, avec l'appui des organisations politiques LFI, PCF, LO, NPA, Ensemble, POID... contre la grève générale de tous les travailleurs face au gouvernement. Elles ont ainsi isolé les cheminots, affaibli le mouvement de la jeunesse, facilité la répression.

Les jeunes en formation ont cherché la voie du combat

Le Président qui donne des gages à l'Église catholique, une institution qui a bridé la science et l'art, opprimé les femmes ou la jeunesse durant deux millénaires, veut aussi mettre les jeunes sous l'autorité de la hiérarchie militaire, un autre pilier de l'ordre bourgeois, durant au moins un mois.

> *Le Service national universel sera ce moment où la République dira à notre jeunesse que l'engagement pour les autres est le plus sûr moyen de se réaliser soi-même et le socle d'une solidarité nationale affermie.* (Macron, 31 janvier)
>
> *Le groupe de travail mandaté par l'Élysée, qui a remis son rapport fin avril, propose un dispositif à plusieurs étages : d'abord, la première phase obligatoire de deux fois quinze jours après la classe de troisième, ensuite, la deuxième phase, d'engagement volontaire, de trois à six mois, avant 25 ans. Il concernerait de 800 000 à 900 000 jeunes appelés par an et serait un passage obligé pour les concours administratifs, le Code de la route ou le bac.* (*Les Échos,* 30 avril)



Macron veut clairement embrigader très tôt les jeunes, en classe de 3e. Il démantèle le bac. Il veut livrer davantage les élèves de lycée professionnel aux patrons. Cela complète le dispositif contre les apprentis qui ont désormais moins de droits et dont l'âge limite a été porté à... 30 ans.

Pendant plusieurs mois, les étudiants ont cherché la voie du combat contre « Parcoursup » et le gouvernement, qui renforcent le tri social à l'entrée de l'enseignement supérieur. Sur les 810 000 candidats à l'enseignement supérieur ayant formulé des vœux, plus de 200 000 n'ont toujours reçu aucune proposition début juin, bien plus dans les quartiers populaires que dans les quartiers chics, les critères de sélection étant décidés librement et conservés secrets.

> *Si la plupart des filières sélectives peuvent tenir compte du lycée d'origine depuis toujours, c'est désormais aussi le cas des universités.* (*Le Monde*, 3 juin)

Des étudiants se sont mobilisés dans des dizaines d'universités de mars à mai : 1 800 à Nanterre ; plus de 1 000 à Tolbiac, Montpellier et Toulouse ; plus de 4 000 à Rennes 2... La mobilisation a également touché des universités habituellement peu mobilisées (Limoges, Strasbourg, Paris 3). Souvent, le personnel enseignant et administratif s'est impliqué. Trois coordinations nationales étudiantes se sont tenues, réunissant des délégations d'une trentaine d'universités mobilisées.

Mais l'absence de grève générale contre le « pacte ferroviaire », la faiblesse apparente de la classe ouvrière, la veulerie de ses porte-paroles, l'absence de perspective ont affaibli le mouvement des étudiants, qui est souvent devenu minoritaire.

Les fascistes en ont profité pour attaquer les blocages. Macron a pu traiter les grévistes de *« professionnels du désordre »* (version moderne de la *« chienlit »* de De Gaulle en 1968), les menacer : *« nous sommes dans un État d'ordre »* (*TF1,* 12 avril). Le gouvernement Macron-Philippe-Collomb a multiplié les interventions policières violentes sans riposte générale des étudiants et des travailleurs : Bordeaux le 7 mars, Dijon le 16 mars, Strasbourg le 22 mars et le 4 avril, Grenoble le 22 mars, le 23 avril et le 7 mai, Montpellier le 23 mars, Nantes les 4 avril et le 11 mai, Tolbiac le 7 avril,

Lille le 9 avril, Nanterre le 10 avril, Lyon 2 le 13 avril, le 7 et le 16 mai, Nancy le 25 avril et le 3 mai, Rennes 2 le 2 et le 14 mai, Toulouse 2 au Mirail le 9 mai, Arcueil le 11 mai, Marseille le 14 mai.

Le 22 mai, une centaine de lycéens qui étaient rentrés dans le lycée Arago de Paris (12e) ont été arrêtés, entassés par la police, des heures dans l'obscurité, sans accès aux toilettes et sans boire, pour faire un exemple.

Les migrants sans cesse agressés

Se sentant autorisé à continuer à libérer sa parole haineuse, Collomb juge que *« les migrants font un peu de benchmarking pour regarder les législations à travers l'Europe »* (Commission des lois au Sénat, 30 mai, le « benchmarking », en management, consiste à analyser ce que font les concurrents). Ces propos xénophobes sont incarnés par le projet de loi sur l'immigration, adopté à l'Assemblée nationale par 228 voix contre 139 et 24 abstentions. Seul un député macroniste a voté contre, ce qui lui a valu de quitter le groupe, Richard Ferrand, patron du groupe LREM, menaçant d'expulser ceux qui voteraient contre. Le texte, qui vise notamment à accélérer les procédures d'expulsion, à augmenter la durée de rétention, à enfermer des enfants, a été salué comme un pas en avant par le FN-RN.

Pourtant, de 2015 à 2017, la France n'a enregistré que 239 325 demandes d'asiles (0,36 % de sa population, soit six fois moins qu'en Hongrie et en Suède, cinq fois moins qu'en Autriche et en Allemagne). Elle en a également accepté deux fois moins que la moyenne européenne.

Des personnes venant au secours des migrants sont harcelées par la justice, comme Cédric Herrou dans la Roya, comme Martine Landry, une vieille dame responsable d'Amnesty International, comme les trois militants jugés pour délit de « solidarité en bande organisée » pour avoir cherché à sauver des migrants confrontés aux nervis de Génération identitaire à Briançon. En revanche, ces fascistes qui ont organisé illégalement un barrage pour empêcher les migrants de franchir la frontière franco-italienne, ne sont pas poursuivis.

Mamadou Gassam, ce jeune Malien héroïque qui a sauvé un petit garçon en gravissant un immeuble, a été récompensé parce que les médias l'ont montré. Mais combien de Mamadou sont noyés, refoulés, terrorisés, surexploités grâce à l'État français et à l'Union européenne ?

Les dérivatifs en tricolore

Les mêmes partis et organisations appellent les travailleurs à obéir aux chefs syndicaux, à leurs grèves perlées et à leurs journées d'action, justifient leur caution répétée à tous les projets réactionnaires du gouvernement, convoquent des rassemblements « joyeux et festifs » : « fête à Macron », « marée populaire »...

> *Il y a autre chose, moins visible, plus souterrain, mais plus massif, plus explosif : quelque chose qui ressemble à un vaste désir d'autre chose. Quoi ? On ne sait pas, ou pas encore.* (*Pétition La fête à Macron*)

Toute « la gauche » est invitée par Ruffin et Mélenchon, y compris ce qui reste du parti bourgeois peint en vert (EELV) et le groupe gaulliste de gauche fièrement tricolore (MRC). Mais pas le PS. Comme si le PCF n'avait pas gouverné lui aussi au compte de la bourgeoisie française ; comme si Mélenchon lui-même n'avait pas été membre du gouvernement qui a le plus privatisé dans l'histoire du pays. Le 5 mai, pour la « fête à Macron », LFI, le PCF, le NPA, Générations... se retrouvent donc avec EELV et le MRC autour de chars costumés et de pique-niques.

> *Voulons-nous une société plus juste, plus solidaire, plus démocratique, plus égalitaire avec un meilleur partage des richesses ? Tel est l'enjeu... Nous ne nous résignons pas au sort que nous promet ce gouvernement. Il fait la sourde oreille, il faut le forcer à nous entendre.* (*Appel pour la marée populaire*)

En attendant les élections, il faudrait se faire *« entendre de Macron »*. Quelle utopie, quelle filouterie ! Tout sauf la lutte des classes.

> *Je suis passé de l'intérêt de classe à l'intérêt général humain.* (Mélenchon, *Le Choix de l'insoumission*, 2016)

« L'intérêt général », dans le capitalisme, est déterminé par la bourgeoisie. Il est vrai que, durant sa campagne électorale, le candidat social-chauvin de LFI (soutenu par le PdG, le POI, la GR...) a demandé le renforcement de la police et a adopté le drapeau tricolore.

LO, de plus en plus intégrée à la bureaucratie de la CGT, se plie quand Martinez annonce sa participation. Le 26 mai, le PS, LFI, le PCF, LO, NPA, Générations, EELV, Ensemble, AL, PRCF, PCOF, POID, PCRF, R&S... défilent avec CGT, Solidaires et UNEF.

> *Les centristes ont beau bavarder sur les masses, c'est toujours sur l'appareil réformiste qu'ils s'alignent.* (Trotsky, *Contre le front populaire, pour les comités d'action*, novembre 1935)

Le chef suprême de LFI dévoile le but à peine caché de ces manoeuvres, compléments du « dialogue social » et des grèves par intermittence.

> *Je milite pour une forme d'unité populaire qui décloisonne le syndicalisme, la politique et le monde associatif.* (Mélenchon, *RTL-LCI-Le Figaro*, 20 mai)

Autrement dit, Mélenchon et tous les associés de la « marée populaire » préparent une solution bourgeoise à une crise politique éventuelle et veulent y impliquer les syndicats. Il faudrait refaire le coup des alliances des partis ouvriers et des confédérations avec les partis de la bourgeoisie : union sacrée en 1914, cartel des gauches en 1924, front populaire en 1936, union nationale en 1945, union de la gauche en 1981, gauche plurielle en 1997... pour sauver le capitalisme, consolider

l'État bourgeois, ce qui aboutit inévitablement à la déception et à la démoralisation des masses.

> *La politique conciliatrice des fronts populaires voue la classe ouvrière à l'impuissance et fraie la voie au fascisme. Les fronts populaires d'une part, le fascisme de l'autre, sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne.* (Trotsky, *Programme de transition*, 1938)

Les dérivatifs en noir

Les trahisons des sommets syndicaux comme les simagrées des « insoumis » et des « anticapitalistes » laissent un espace à une mouvance anarchiste désignée dans les décennies précédentes comme « casseurs » ou « autonomes » et plus connue aujourd'hui sous le nom de « tête de manif » ou de « black blocs ». Dénoncé par le crétin parlementaire Mélenchon comme *« des bandes d'extrême-droite »* (*Le Parisien*, 2 mai), le cortège en noir atteignait le millier lors de la manifestation du Premier mai à Paris. Les black blocs attirent non seulement des jeunes révoltés mais aussi des syndicalistes las des « journées d'action ».

> *L'anarchisme a souvent été une sorte de châtiment pour les déviations opportunistes du mouvement ouvrier.* (Lénine, *La Maladie infantile du communisme*, mai 1920)

Mais les déclassés qui sont à leur tête ne s'adressent pas à la classe ouvrière, n'ont pas pour but d'aider les masses à accomplir une révolution sociale. Ils les méprisent, s'y substituent, désertent les syndicats, s'enferrent dans un tête-à-tête avec l'appareil répressif de l'État qu'ils ne peuvent gagner, s'en prennent à des symboles du capitalisme au lieu de viser les rapports de production capitalistes eux-mêmes, voire pillent des magasins et détruisent des équipements collectifs. Pour toutes ces raisons, les nihilistes sont facilement les jouets de policiers infiltrés.



chaque brochure 2 euros
auprès des militants
ou 3 euros par la poste

Cette mouvance, malgré ses prétentions, ne peut vivre qu'avec le mouvement paysan, étudiant, ouvrier. Quand les « zadistes » ont perdu l'appui des paysans du pays nantais, quand le gouvernement a annulé la construction d'un aéroport à Notre-Dame des Landes, ils ont été isolés et violemment réprimés alors qu'ils ne nuisent à personne. L'État bourgeois ne peut tolérer cette modeste atteinte au droit de la propriété : *« Ils s'installent dans votre salon »* (Macron, 15 avril). En fait, ces communautés autogérées se sont installées sur des parcelles qui ont été collectivisées pour l'aéroport et sont donc libres.

Sans soutien paysan, sans grèves dans les universités et sans les cortèges ouvriers traditionnels, les zadistes et les black blocs sont incapables, malgré leur courage, de tenir tête à la police pléthorique et suréquipée.

Pour vaincre Macron et le capital

Pour le retrait pur et simple du projet de « pacte ferroviaire », l'abrogation de la loi « ORE » de tri social des étudiants, pour vaincre le gouvernement Macron-Philippe, la seule ligne était que monte dans les syndicats et les assemblées générales l'exigence :

Rupture des négociations ! Grève générale jusqu'au retrait de projet de loi ! Comités élus par les AG ! Centralisation régionale et nationale des comités ! Autodéfense contre les flics et les fachos !

Cette orientation était et reste la seule orientation efficace. Alors, sera ouverte la voie au renversement du gouvernement, à la mise en cause de toutes les lois réactionnaires précédentes, à la satisfaction des revendications, à l'arrêt des interventions impérialistes françaises. Alors, sera ouverte la voie d'un gouvernement des travailleurs émanant des comités, démantelant l'État bourgeois et expropriant le grand capital, la voie des États-Unis socialistes d'Europe.

Pour cela, les travailleurs avancés ne peuvent se fier aux black blocs, aux organisations centristes (LO, NPA, POID…) et encore moins aux partis sociaux-impérialistes (LFI, PCF, PS…). Regroupons–nous sur la base de l'indépendance de la classe ouvrière, de l'internationalisme, de la révolution socialiste !

> *La lutte contre les chefs syndicaux en Europe occidentale est beaucoup plus difficile que la lutte contre nos mencheviks qui représentent un type politique et social parfaitement analogue. Cette lutte doit être impitoyable et il faut absolument la pousser, comme nous l'avons fait, jusqu'à déshonorer complètement et faire chasser des syndicats tous les incorrigibles chefs de l'opportunisme et du social-chauvinisme.* (Lénine, *La Maladie infantile du communisme*, mai 1920)

7 juin 2018

1948 scission réactionnaire de la CGT

La CFDT, la CFTC et Solidaires sont issus du « syndicalisme chrétien » orchestré par l'Église catholique contre la lutte de classe. La CGT, FO, l'UNSA et la FSU ont pour origine lointaine la CGT. Celle-ci fut fondée, à l'écart de l'Internationale ouvrière, par une variété d'anarchisme qui s'était éloignée de la doctrine de Proudhon qui était hostile au travail des femmes, aux grèves et au syndicalisme.

> *Le maître prêchait l'indifférence en matière économique, pour mettre à l'abri la concurrence bourgeoise ; les disciples prêchent l'indifférence en matière politique pour mettre à l'abri la liberté bourgeoise.* (Marx, *L'Indifférence en matière politique,* janvier 1873)

FO a été fondée en 1948, au déclenchement de la « guerre froide », par une minorité de l'appareil de la CGT qui avait rompu en 1947 avec l'appui du PS-SFIO, de l'État bourgeois et du syndicalisme américain agissant au compte de sa bourgeoisie, en profitant du rejet par de nombreux travailleurs des pratiques staliniennes dans et hors du syndicat.

> *La scission a été le fait de menaces planant sur la démocratie et la liberté.* (Bothereau, *Discours au 1er congrès de FO,* 12 avril 1948)

De la Charte d'Amiens de la CGT que Robert Bothereau (secrétaire général de FO en 1948) et Léon Jouhaux (président de FO en 1948) ont brandie pour justifier la scission, ils n'ont conservé que l'arriération antipolitique héritée de l'anarchisme.

> *Le Congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué, de participer, en dehors du groupement corporatif, à telles formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors…* (CGT, *Charte d'Amiens,* octobre 1906)

Par contre, les scissionnistes oubliaient la partie progressiste, clairement révolutionnaire.

> *La CGT groupe tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat… Dans l'oeuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'oeuvre du syndicalisme : il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste.* (CGT, *Charte d'Amiens,* 1906)

En fait, la bureaucratie confédérale et Jouhaux, alors secrétaire national, avaient piétiné cette partie de la charte en 1914, quand ils embrassèrent l'Union sacrée [voir *Révolution communiste* n° 8] ; en 1923, quand ils exclurent les syndicalistes lutte de classe ; en 1935, en adhérant au Front populaire qui comprenait le Parti radical ; en 1939, quand ils chassèrent les militants du PCF qui s'opposaient alors à la guerre ; en 1940, quand Jouhaux et Bothereau firent des offres de service au maréchal Pétain…

> *La CGT tenta de se couler dans le moule du nouveau régime. Ainsi, le Comité confédéral, réuni à Toulouse le 20 juillet 1940, renonça à l'article de ses statuts qui lui assignait l'abolition du salariat et du patronat… Cette reconversion de circonstance ne suffisait pas pour sauver la CGT… Le 19 novembre 1940 intervint le décret qui portait dissolution de la CGT et de la CFTC.* (Bergounioux, *Force ouvrière,* 1975)

En 1947-48, seule la fédération de l'éducation de la CGT, la FEN, refusa la scission et maintint son unité grâce à la tendance École émancipée qui regroupait syndicalistes-révolutionnaires et militants du Parti communiste internationaliste, section française de la 4e Internationale.

Depuis, rien de décisif ne différencie FO des autres boutiques syndicales qui prolifèrent. Les chefs de FO justifient leur existence séparée par le dogme de « l'indépendance vis-à-vis des partis politiques ». Pourtant, cette mystification a reçu dans les années 1960 la caution de l'Union des anarcho-syndicalistes (UAS) et de l'OCI révisionniste du trotskysme (dont proviennent le POID et le POI). Les « lambertistes » ont apporté à FO leur service d'ordre dans les années 1960 et 970. Ils ont construit FO dans l'enseignement en scissionnant la FEN au début des années 1980 (ce qui a préparé la destruction de celle-ci et engendré deux nouvelles centrales : FSU et UNSA). À la cérémonie mortuaire de Pierre Lambert en 2008, trois secrétaires ou anciens secrétaires généraux de FO étaient présents.

> *Les faits démontrent que des syndicats politiquement « indépendants » n'existent nulle part. Il n'y en a jamais eu. L'expérience et la théorie indiquent qu'il n'y en aura jamais.* (Trotsky, *Syndicalisme et communisme,* 14 octobre 1929)

L'appareil de FO n'est pas indépendant du patronat ni de l'État bourgeois. Comme la CGT, la CFDT, etc. il reçoit des subsides et il siège à chaque fois qu'il en a l'occasion aux organismes de collaboration de classe : Conseil d'orientation des retraites, Conseil économique et social, conseils d'administration des groupes capitalistes, etc.

> *Il y a un aspect commun dans le développement ou, plus exactement, dans la dégénérescence des organisations syndicales modernes dans le monde entier : c'est leur rapprochement et leur intégration au pouvoir d'État.* (Trotsky, *Les Syndicats à l'époque de la décadence impérialiste*, 1940)

Le congrès de FO tiraillé entre Berger et Martinez



Le 24e congrès de FO, troisième confédération syndicale derrière la CGT et la CFDT, s'est tenu à Lille du 23 au 27 avril 2018, à un moment où les étudiants et les cheminots tentaient de s'opposer à la politique du gouvernement Macron-Philippe. Ce congrès, à la différence du précédent de 2015 [voir *Révolution communiste* n° 10], s'est tenu dans une ambiance tendue.

FO alignée sur la CGT en 2016 et sur la CFDT en 2017

La direction de FO est écartelée entre le nationalisme étroitement français (elle s'est prononcée pour le Non au référendum de 2005) et l'acceptation de l'UE capitaliste ; entre l'influence du FN et de LR d'un côté (qui explique sa difficulté à syndiquer les immigrés), du POID et de l'UAS de l'autre. Plus généralement, elle éprouve la plus grande difficulté à justifier son existence entre les deux pôles rivaux du « syndicalisme de proposition » :

- la CGT et Solidaires qui tentent de conserver le contrôle d'une base souvent combattive au prix de multiples ruses (cautionnées par le PCF, LFI, LO, le NPA, le POID, AL...) ;
- la CFDT et l'UNSA qui s'appuient sur les illusions procapitalistes des travailleurs (avec l'aide de LREM, du MoDem, de l'UDI, du PS...) pour soutenir plus ouvertement les plans de leur bourgeoisie.

Pour bien comprendre ce qui s'est passé au congrès, il faut revenir sur les récentes contorsions de celui qui fut secrétaire général de 2004 à 2018. En 2016, face à la loi Hollande-Valls-El Khomri, Mailly a, comme les chefs de la CGT et de Solidaires, détourné la colère des travailleurs dans de multiples journées d'action, tout en acceptant, comme tous les sommets syndicaux, de discuter de l'attaque réactionnaire avec le gouvernement. Par contre, en 2017, face aux ordonnances Macron-Philippe-Pénicaud, Mailly a, comme les chefs de la CFDT, refusé de faire semblant de s'opposer à l'aggravation de la flexibilité de l'emploi et des salaires, de la précarité des prolétaires.

Comme tous les chefs syndicaux, il a accepté de discuter le projet, mais sans participer cette fois-ci aux « journées d'action ».

> *M. Mailly change de braquet après l'élection de M. Macron. Il se félicite de la « concertation intense » et qui « va dans le bon sens » sur le code du travail, avec le renforcement du rôle des branches, tout en critiquant sur le fond plusieurs « régressions ». Il met fin au « main dans la main » avec la CGT et se rapproche de la CFDT, louant la qualité de sa relation avec Laurent Berger.* (*Le Monde*, 23 avril 2018)

FO, tout en restant unie sur la négociation des attaques avec le gouvernement, s'était coupée en deux sur la question : faut-il faire semblant de s'opposer en même temps dans la rue ? Une partie grandissante de l'appareil réclamait de revenir à l'unité avec la CGT, tandis qu'une autre (dont Mailly et la fédération de la métallurgie) se rapprochait de la CFDT.

Lors de la réunion de la Commission exécutive (CE) du mois de mai 2017, seulement deux abstentions se sont exprimées contre la ligne de la confédération. En juin, l'opposition a Mailly a recueilli 5 votes sur les 34 membres de la CE. Après l'été, plus de 80 % des unions départementales (UD) et des fédérations se sont opposées à l'orientation de la direction nationale. Résultat : le 4 septembre 2017, la CE prend ses distances avec la position défendue par son secrétaire général. Puis vient le tour du CCN (Conseil confédéral national) composé des 130 responsables de fédération et d'UD, qui a imposé au bureau confédéral un appel à une manifestation bidon contre la loi travail en octobre.

Cependant, avant même l'élection du nouveau secrétaire général, ce qui calmé le jeu, c'est le fait que, à la SNCF, FO (qui n'est pas représentative) n'a pas eu à choisir. En effet, CGT, CFDT, SUD et UNSA ont appelé ensemble à des grèves perlées tout en négociant toutes le projet de loi.

Huées et sifflets au congrès

En avril, à Lille, après avoir écouté respectueusement Martine Aubry, la maire PS, et aussi Xavier Bertrand, le président LR de la région, les délégués représentant officiellement 500 000 adhérents se sont divisés en deux camps numériquement équivalents, avec d'un côté les défenseurs de Mailly et de l'autre ses adversaires qui l'ont même sifflé.

Ainsi, Nadine Hourmant, secrétaire de l'UD du Finistère et du syndicat FO de l'entreprise Doux en liquidation judiciaire, a reproché à Jean-Claude Mailly d'avoir *« vendu la classe ouvrière à Macron et au Medef »*. Marc Hébert, de l'UAS (qui anime trois unions départementales en Bretagne), a condamné fermement, sous les huées de l'aile droite, la politique du secrétaire général sortant ainsi que sa prochaine nomination au Comité économique et social européen (pour mémoire, l'ancien secrétaire général de la CGT Bernard Thibault a obtenu une sinécure bien rétribuée à l'Organisation internationale du travail).

A contrario, les bureaucrates de la métallurgie et Patrick Hébert, dirigeant national du POI, ont défendu le bilan de Mailly au nom de « l'indépendance syndicale » à géométrie variable.



Blondel (FO), Notat (CFDT) avec Chirac (président) en 1995



Macron (président) avec Mailly (FO) en 2017

Certains chefs de fédération ont décidé de quitter les commissions chargées de définir la ligne pour les années à venir. Le rapport d'activité a été voté in extremis avec 50,54 % de voix. Lors des précédents congrès, en 2015 à Tours et en 2011 à Montpellier, il avait recueilli plus de 97 % de voix. En outre, l'abstention a grimpé fortement à la hauteur de 13 %.

Le successeur de Jean-Claude Mailly, Pascal Pavageau, était présenté par la direction précédente.

> *Le numéro un sortant a martelé tout au long de ces quatre jours que, lors des discussions sur les ordonnances, les décisions avaient été prises à l'unanimité du bureau confédéral dont M. Pavageau est membre.* (*Le Monde*, 28 avril 2018)

Sans aucun autre candidat, ce qui montre les limites de l'UAS et de son appel à la grève générale, Pavageau a recueilli 5 841 voix sur 6 032, soit un score de 96,8 %. Il y a tout à parier que le POI, après avoir soutenu jusqu'au bout Mailly, se mettra avec le POID au service de Pavageau. Quant à la ligne syndicale, elle ne changera pas. La bureaucratie se dispose pour négocier les prochaines attaques de Macron.

> *Parce qu'il n'est pas dans notre habitude de pratiquer la « chaise vide », nous sommes présents là où il le faut pour faire entendre notre voix et ainsi celle des travailleurs.* (Pavageau, *FO hebdo*, 30 mai 2018)

Pour une CGT unifiée, démocratique et de lutte de classe

Les prétendus trotskystes, dans FO comme dans la CGT, la FSU ou Solidaires, empêchent que les militants lutte de classe engagent le combat contre les bureaucraties, pour que les syndicats servent réellement à la défense des exploités contre les exploiteurs.

> *Le mot d'ordre essentiel dans cette lutte est : indépendance complète et inconditionnelle des syndicats vis-à-vis de l'État capitaliste. Cela signifie : lutte pour transformer les syndicats en organes des masses exploitées et non en organes d'une aristocratie ouvrière.*
>
> *Le second mot d'ordre est : démocratie dans les syndicats. Ce second mot d'ordre découle directement du premier et présuppose pour sa réalisation la complète liberté des syndicats vis-à-vis de l'État impérialiste ou colonial.*
>
> *En d'autres termes, à l'époque actuelle, les syndicats ne peuvent pas être de simples organes de la démocratie comme à l'époque du capitalisme libre-échangiste, et ils ne peuvent pas rester plus longtemps politiquement neutres, c'est-à-dire se limiter à la défense des intérêts quotidiens de la classe ouvrière. Ils ne peuvent pas être plus longtemps anarchistes, c'est-à-dire ignorer l'influence décisive de l'État sur la vie des peuples et des classes. Ils ne peuvent pas être plus longtemps réformistes, parce que les conditions objectives ne permettent plus de réformes sérieuses et durables.*
>
> *Les syndicats de notre époque peuvent ou bien servir comme instruments secondaires du capitalisme impérialiste pour subordonner et discipliner les travailleurs et empêcher la révolution, ou bien au contraire devenir les instruments du mouvement révolutionnaire du prolétariat.* (Trotsky, *Les Syndicats à l'époque de la décadence impérialiste*, 1940)

Pour empêcher les trahisons répétées, pour combattre le « syndicalisme de proposition », de collaboration de classe et de cogestion, il faut que les militants syndicaux lutte de classe aujourd'hui dispersés dans presque une dizaine de confédérations se rassemblent dans une tendance trans-syndicale et luttent pour une seule confédération, démocratique et lutte de classe.

Il faut qu'ils imposent le contrôle des luttes avec des assemblées générales qui décident réellement, que les travailleurs envoient leurs délégués à des coordinations locales, régionales et nationale. Ce combat est inséparable de la reconstruction d'une internationale ouvrière révolutionnaire.

30 mai 2018

Le capitalisme et le transport ferroviaire en France

2018 : pourquoi tant de haine ? comment tant de morgue ?

Le président Macron, le gouvernement Philippe, la ministre Borne, la majorité LREM-Modem de l'Assemblée nationale et la majorité LR-UDI du Sénat ont entrepris de disloquer un secteur combatif du prolétariat, et, accessoirement, d'ouvrir davantage le rail au profit. Le « projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire » liquide le statut, ouvre le transport de passagers par rail à la concurrence, transformant la SNCF en société anonyme. S'il y parvient, l'État aura infligé une défaite non seulement aux cheminots mais à toute la classe ouvrière. Sa victoire nuirait à un service public déjà mal en point, au détriment de millions de travailleurs salariés ou indépendants, de lycéens et d'étudiants, de chômeurs et de retraités.

Jusqu'à présent, Macron bénéficie du double jeu des directions syndicales qui affectent de défendre les salariés, mais sabotent la possibilité de vaincre le gouvernement par les grèves perlées qu'elles ont décrétées avec l'appui de tous leurs adjoints politiques (LFI, PCF, LO, NPA, POID, POI, AL, PS, Générations…). Comme le montre le rapport de la CGT destiné au gouvernement, les appareils syndicaux (qui siègent au conseil d'administration de la SNCF) ne veulent pas qu'une grève générale aggrave la situation du capitalisme français, déjà malmené par des impérialismes rivaux, en particulier la Chine et l'Allemagne.

> *La France voit la part de son industrie décliner… Le transport ferroviaire peut et doit jouer un rôle majeur pour une relance industrielle ambitieuse… L'industrie ferroviaire par elle-même constitue un secteur à préserver… Cette filière stratégique génère un chiffre d'affaires annuel de 4,2 milliards d'euros dont près de 1,2 à l'exportation… La France a la chance de compter sur des constructeurs qui ont fait leur preuve…* (Fédération CGT des cheminots, *Ensemble pour le fer*, 7 mars 2018, p. 5-6)

Les chefs syndicaux qui ont appelé à voter Macron au second tour de la présidentielle en mai 2017 considèrent l'État bourgeois comme un partenaire et non un adversaire puisqu'ils lui font tous des *« propositions »*. Les bureaucrates qui se sont rendus à Matignon une nouvelle fois le 25 mai essaient de faire croire aux cheminots que leur intérêt se confond avec celui de la SNCF et de leur faire avaler que le gouvernement ferait des concessions.

> *Les annonces du Premier ministre sont à mettre évidemment au crédit de la lutte en cours, notamment la reprise d'une partie conséquente de la dette par l'État et l'organisation d'une table ronde début juin.* (Fédération CGT des cheminots, 25 mai 2018)

Qui peut croire que le gouvernement Macron-Philippe recule ? Sans parler de la manœuvre gouvernementale de la *« table ronde »*, la dette de la SNCF n'est pas celle des cheminots. D'ailleurs, le rapport de l'ancien PDG d'Air France, commandé par le gouvernement Macron-Philippe pour préparer l'opinion à son offensive contre les cheminots et à la privatisation du rail, préconisait la reprise de la dette.

> *Seule une reprise au moins partielle de la dette semble pouvoir assurer à terme l'équilibre du gestionnaire d'infrastructures.* (Jean-Cyril Spinetta, *L'avenir du transport ferroviaire*, 15 février 2018, p. 67).
>
> *Le traitement de cette dette est indispensable si l'on veut que l'ensemble des responsables et salariés de SNCF Réseau soient concentrés sur les nécessaires efforts internes de productivité.* (Jean-Cyril Spinetta, *Le Monde*, 16 février 2018)

Il y a des privilégiés à la SNCF : la tête de la hiérarchie liée par mille liens à l'État bourgeois. Par exemple, Guillaume Pepy désigné président par le gouvernement Sarkozy-Fillon en 2008 touche 450 000 euros par an, sans compter d'autres avantages. Au pôle opposé, les travailleurs exécutants du rail, ceux qui ont le statut, les contractuels de la SNCF, ceux des autres entreprises, sont tous des exploités du capital.

L'entreprise publique, tout en facilitant involontairement la syndicalisation et la lutte collective par son unité et par sa taille, n'a jamais échappé à l'emprise du capitalisme français et au contrôle de l'État bourgeois.

1838 : les liens entre l'État bourgeois et les compagnies privées

Tant que le train est rentable, au XIXe siècle, l'État bourgeois, conscient du besoin de moderniser le transport de marchandises et de passagers, accorde toutes sortes d'avantages aux compagnies privées. Rien à voir avec le mythe du libéralisme : comme précédemment en Grande-Bretagne, en Belgique, aux États-Unis, les connivences sont patentes entre les sommets politiques, les capitalistes du rail et les banques (dont Rothschild où Macron a appris plus tard à servir le capital, avant d'être nommé par Hollande conseiller présidentiel).

> *L'implication de nombreuses personnalités influentes dans les compagnies, afin de favoriser les adjudications, est constante. Conseillers d'État, Députés, Pairs de France et autres notables figurent en grand nombre dans les Conseils d'Administration des compagnies ferroviaires. Enfin, la presse peut être dans certains cas circonvenue par des compagnies désireuses de ne pas inquiéter leur actionnariat. C'est sous le Second Empire que ces pratiques*

semblent avoir été les plus répandues. (Pierre Zembri, *Flux* n° 25, juillet 1993)

L'État exproprie les terrains nécessaires, subventionne les firmes, garantit leurs emprunts aux banques. Pendant ce temps, les actionnaires empochent les dividendes et les managers touchent des salaires sans aucun rapport avec ceux des travailleurs exécutants. Ceux-ci, lors de la révolution de 1848, constituent des embryons de syndicats, ce qui contribue à arracher des revendications.

> *Dès 1850, les compagnies ont mis en place un système d'intégration par le commissionnement* [garantie de l'emploi] *pour s'attacher un personnel qualifié avec une caisse de secours maladie, une retraite à 55 ans et la possibilité pour la veuve à son décès – l'espérance de vie ne dépassant pas 60 ans environ à l'époque – de toucher une pension et d'avoir un emploi réservé de garde-barrière... Le régime de retraite a été harmonisé par le haut en 1909... Les cheminots roulants partent alors en retraite à 50 ans et les autres à 55 ans.* (Georges Ribeill, *L'Usine nouvelle*, 10 mars 2018)

Comme dans tous les pays, la spéculation sur les titres du secteur aboutit à transférer l'argent des épargnants petits-bourgeois à des escrocs capitalistes. Par le jeu des faillites et des prises de contrôle, le nombre de compagnies passe à six au début du XXe siècle.

L'État impose de plus en plus aux compagnies de chemin de fer un partage du territoire, des interconnexions et des normes indispensables à l'intérêt du capitalisme français dans son ensemble.

1908 : première nationalisation avec indemnités

Même si le transport ferroviaire devient moins rentable au XXe siècle et subit la concurrence grandissante du transport routier, il reste stratégique du point de vue du capital dans son ensemble. L'État en a spécifiquement besoin pour des raisons militaires et il sert de débouché à l'industrie (rail, matériel roulant, etc.) ainsi qu'à l'acheminement de nombreux travailleurs et d'une large part des marchandises.

Quand l'une d'entre elles, la Compagnie du chemin de fer de l'Ouest, devient déficitaire, la 3e République la nationalise en 1908, en versant de grasses indemnités aux actionnaires. Ainsi se met en place une prétendue « économie mixte » que Macron veut revivifier.

> *Le prix du rachat est estimé, au taux de 3 %, à 2 834 millions de francs, soit 112 millions de francs par an pendant quarante-huit ans en annuités variables. La convention raye de l'actif du Trésor le reliquat de la créance de l'État, soit 247 millions de francs. Le coût total pour l'État peut être évalué à 3 080 millions de francs.* (Nicolas Neiertz, *Revue d'histoire des chemins de fer* n° 4, février 1996)

Les nationalisations (avec indemnisation) par l'État bourgeois sont considérées à tort par le parti ouvrier de l'époque, le Parti socialiste section française de l'Internationale ouvrière (PS-SFIO), comme un pas vers le socialisme.

> *À l'intérieur de la SFIO, le courant révisionniste progressait d'une manière quasi-inéluctable ; parallèlement, le thème des nationalisations connaissait un nouvel essor avec les thèses d'Edgard Milhaud et d'Albert Thomas. Comme tout révisionniste, l'un et l'autre considéraient que la société capitaliste pouvait être imprégnée de formes juridiques préparant le socialisme.* (Valéry Paval, *Critiques de l'économie politique* n° 2, janvier 1978)

Cela justifie l'alliance des députés SFIO avec les « étatistes » bourgeois comme le député Louis Barthou qui préconise de confier le transport ferroviaire à la compagnie d'État (en 1913, devenu Premier ministre, Barthou fera passer le service militaire à trois ans). Seule une minorité du parti, autour de Paul Lafargue et de Jules Guesde, récuse l'étatisme.

> *Dans une société de classes en guerre permanente, comme la nôtre, il n'y a place que pour l'étatisme, qui double l'exploitation économique de l'oppression politique. Nationalisation, socialisation ne cesseront d'être une duperie pour devenir une réalité - étendues non seulement aux mines et aux chemins de fer, mais aux usines, à la terre, à tous les moyens de production- que quand la classe ouvrière se sera emparé de l'État, non pas pour le conserver, mais pour le détruire et substituer au gouvernement des hommes l'administration des choses.* (Jules Guesde, 19 février 1912, *9e congrès national du PS-SFIO,* p. 240)

1910 et 1920 : grève générale

En 1910, la grève des cheminots orchestrée par le Syndicat national des chemins de fer, fondé en 1891, échoue. L'État brise la grève par des réquisitions, le recours à l'armée, des arrestations, des calomnies relayées par les journaux bourgeois.

> *Le gouvernement lance 21 mandats d'arrêt contre les membres du Comité de grève. Le journal socialiste* L'Humanité *leur offre de venir s'installer dans ses bureaux. Mais Briand, le 13 octobre, fait arrêter les membres du Comité de grève dans les bureaux du journal dont il a été autrefois le collaborateur... Le 15 octobre, le gouvernement, voulant frapper l'opinion publique, invente un histoire de complot : « Le Ministère de l'Intérieur croit être, par suite des perquisitions en certains endroits, sur la piste d'une organisation de sabotage ».* (Edouard Dolléans, *Histoire du mouvement ouvrier*, t. 2, 1948, Colin, p. 126)

Les patrons déclenchent une importante répression (38 000 révocations). Cependant, les compagnies accordent une augmentation de salaire et le réseau de l'État concède en 1912 un statut aux cheminots.

Le prétendu réalisme du PS-SFIO et de la direction Jouhaux de la CGT aboutit à leur trahison en 1914 et à un degré inédit d'intervention de l'État dans l'économie de guerre et d'intégration des bureaucraties politiques et syndicales du mouvement ouvrier [voir *Révolution communiste* n° 9].

En 1917, le renouveau des revendications conduit à l'unification des trois syndicats de cheminots dans une seule fédération affiliée à la CGT. En 1919, des grèves touchent les transports publics, les compagnies de chemin de fer privées et les fonctionnaires.

La bureaucratie réformiste de la fédération et de la confédération propose au gouvernement Millerand (un ancien dirigeant du PS-SFIO) de l'associer à la gestion des chemins de fer.

> *Tout en faisant voter par la Chambre des Députés le principe de l'arbitrage obligatoire, M. Millerand comprend qu'il doit donner à la CGT une satisfaction, fût-elle platonique ; il accepte de discuter avec elle le nouveau régime des voies ferrées. Le Conseil Économique de la CGT voudrait associer à la gestion et réunir dans un même conseil, avec les représentants de l'État, les délégués des cheminots, des techniciens, des industriels et des commerçants.* (Edouard Dolléans, *Histoire du mouvement ouvrier*, t. 2, 1948, Colin, p 231)

La fraction révolutionnaire du syndicat rétorque que ce projet de gestion tripartite (que le PCF et la direction de la CGT reprendront en 1945) *« engage le syndicalisme dans des responsabilités incompatibles avec sa mission libératrice… La souveraineté du travail doit être l'enjeu de la lutte. Tant que le grand combat n'est pas livré, rien de durable n'est possible. Il n'y a pas d'économie possible de la Révolution ».*

Le 25 février 1920, la minorité révolutionnaire de la CGT déclenche une grève générale dans les chemins de fer.

> *En 1920, le mouvement s'amplifie, marqué notamment par la grève générale des cheminots que dirigent des militants authentiquement révolutionnaires –d'origine anarchiste– tels que Gaston Monmousseau et Lucien Midol. C'est alors que se produisit un événement très grave : sous prétexte de soutenir la grève des cheminots, la direction de la CGT avec Jouhaux et Dumoulin lance toute une série de grèves « tournantes » dont le résultat le plus clair est de faire battre sans résultat chaque profession l'une après l'autre.* (André Barjonnet, *La CGT*, 1968, Seuil, p. 24)

La grève est brisée par l'État bourgeois et les patrons. Alexandre Millerand invoque un complot, décrète la réquisition des cheminots, inculpe des centaines de grévistes. Les capitalistes du chemin de fer s'appuient sur les cadres pour briser la grève et licencient des milliers de grévistes.

> *Aucune compagnie ne fait de concession et la grève est brisée par le gouvernement Millerand. Il décrète la réquisition des chemins de fer et utilise le concours d'unions civiques. Pour conduire les trains, le gouvernement fait ainsi appel à l'armée ainsi qu'aux élèves des grandes écoles et aux « citoyens de bonne volonté ». Les entreprises, de leur côté, révoquent 15 000 cheminots. Le 22 mai, la CGT est contrainte de donner l'ordre de reprendre le travail.* (*Les Échos*, 22 mai 2015)

Cependant, le patronat concède le statut qui comporte l'emploi à vie.

> *Refusant la grève générale au moment où elle pouvait ne plus être un mythe, la direction confédérale engage alors toute une vaste campagne de propagande sur le thème des « nationalisations ».* (André Barjonnet, *La CGT*, 1968, Seuil, p. 24)

La direction Jouhaux de la CGT appuie en avril 1921, lors du congrès de la fédération, l'aile réformiste pourtant devenue minoritaire, ce qui contribue à la scission confédérale entre CGT et CGTU consommée en 1922.

1937 : la SNCF, vache à lait pour le grand capital

En 1936, les cheminots, comme les fonctionnaires, ne participent guère à la grève générale. Cependant, grâce aux travailleurs « du privé », leur temps de travail hebdomadaire passe de 46 à 40 heures. Les compagnies embauchent, ce qui détériore la rentabilité.

L'État « nationalise » le transport ferroviaire début 1937. En constituant la « société d'économie mixte » SNCF, il laisse 49 % des parts sociales aux anciennes compagnies privées. Par ce moyen, l'État, au nom de la propriété privée, légitime discrètement jusqu'en 1983 le financement sur fonds publics de parasites qui n'ont plus aucune activité réelle.

> *La « nationalisation » des chemins de fer a été décidée par décret du 31 août 1937… À ce moment, le déficit des chemins de fer atteignait environ trente milliards de francs de l'époque, couvert par l'État et l'emprunt. Une « Société nationale des chemins de fer français » était créée.* « Elle viendra à expiration le 31 décembre 1982 ». *En réalité, il s'est agi d'une société mixte, au moins jusqu'au 31 décembre 1955.*
>
> *Les actions ont été réparties à raison de 51 % pour l'État… Les actions de l'État étaient dénommées actions « B ». Les 49 % d'actions restantes étaient attribuées aux anciennes… Elles étaient dénommées actions « A »… Elles donnaient 6 % d'intérêt et devaient être « amorties » par tranches annuelles jusqu'en 1982…* Les Liaisons financières*, édition 1981, indiquent que l'État détient toujours 51 % des actions de la SNCF, et qu'une « Société française de gérance participation », filiale de Nord Financier, en détient 36,23 %. Or, le groupe Nord Financier est*



Congrès de la fédération CGT de 1945, en décor : les drapeaux soviétique, français, britannique et américain / extrait de *Les Cheminots face à leur histoire*, Comité d'entreprise de la SNCF, 1948

> *détenu, à raison de 5 % par l'Européenne de banque du groupe Rothschild et à 94,29 % par la banque Rothschild. Nord Financier, en tant que groupe, participe pour 17,21 % à l'ancienne société du PLM, dont la famille Rothschild détient déjà directement 22,35 % des actions. À son tour, le groupe PLM contrôle ou participe à 14 filiales et 47 sous-filiales... Ainsi, les anciennes compagnies de chemins de fer ont géré ceux-ci de telle sorte qu'elles les ont conduits à la faillite financière et à l'impasse technique. La « nationalisation » est devenue un impératif catégorique du point de vue même du régime capitaliste. Il était indispensable d'unifier les réseaux, de moderniser et, pour ainsi dire, de reconstruire l'ensemble du nouveau réseau national ainsi constitué. Née pour remédier à la faillite totale des anciennes compagnies, la SNCF a été, et est toujours, une poule aux œufs d'or pour celles-ci et pour les capitalistes en général.* (Stéphane Just, *Les Nationalisations*, 16 septembre 1981, OCI, p. 4-5)

Dès 1937, le gouvernement s'en prend aux réfugiés et tente de revenir sur les conquêtes sociales. Les cheminots participent largement à la grève appelée par la CGT le 30 novembre 1938 qui est sévèrement réprimée.

1945 : servilité du PCF et de l'appareil de la CGT

Le 3e Reich s'empare de la SNCF après avoir vaincu l'impérialisme français en 1940. Non seulement le régime nazi prélève sur le matériel, mais la SNCF est utilisée pour déporter en masse les prisonniers politiques et les Juifs vers des camps dont la plupart ne reviendront pas. Environ 800 cheminots sont exécutés et 1 200 incarcérés, mais le parti stalinien et la fédération syndicale clandestine des cheminots qu'il contrôle donnent à partir de 1941 à la lutte une coloration nationaliste.

En août 1944, tous les dépôts parisiens de la SNCF sont insurgés. Mais le PS-SFIO et le PCF participent au gouvernement du général De Gaulle de 1944 à 1946. Avec les bureaucraties de la CGT et de la CFTC, ils aident à désarmer les travailleurs, à stabiliser l'État bourgeois, à freiner les grèves, à reconstruire le capitalisme français et à sauver son empire colonial.

Un ancien cheminot devenu membre du bureau politique du PCF et du secrétariat de la CGT « explique » qu'exproprier les groupes capitalistes serait tomber dans le piège… des groupes capitalistes !

> *Ce serait tomber dans le piège tendu par les trusts et leurs agents trotskistes que de subordonner l'effort de production à la disparition des trusts.* (Gaston Monmousseau, *Cahiers du communisme*, juin 1945)

Les staliniens calomnient et agressent physiquement les militants qui se maintiennent sur le terrain de la lutte des classes et de l'internationalisme (PCI-section française de la 4e Internationale, UCI…). Le gouvernement MRP-PCF-SFIO ne touche pas au statut de « société d'économie mixte » de la SNCF qui profite au capitalisme le plus parasitaire ; au contraire, il transforme l'ensemble de l'économie française en une sorte de gigantesque « économie mixte » au service des groupes capitalistes français (les « trusts » comme on disait à l'époque).

> *Le secteur public ainsi édifié joue un rôle considérable dans l'expansion des années 1950. Jamais la reconstruction puis la modernisation n'auraient atteint une telle ampleur sans la « bataille du charbon » menée par le personnel des Houillères, sans l'électrification ferroviaire réalisée par la SNCF, notamment sur des axes essentiels pour le transport de marchandises, sans l'effort d'équipement hydraulique conduit par EDF.* (Jean-François Eck, *Histoire de l'économie française depuis 1945*, 1990, Colin, p. 14)

En août 1945, la fédération syndicale des cheminots invite à son congrès le ministre des transports René Mayer (Parti radical) et le président de la SNCF Pierre-Eugène Fournier (nommé par le maréchal Pétain).

> *Le mot d'ordre de la CGT lancé dès le mois de septembre 1944 : « gagner la bataille de la production », soutenu par le Parti communiste, se répercute dans toutes les branches industrielles. Les mineurs en particulier… Les chemins de fer constituent le deuxième secteur, vital lui aussi, où le relèvement va s'opérer de façon spectaculaire. La direction de la Fédération va contribuer pour une part essentielle à remettre en marche la grande machine qu'est le chemin de fer, malgré les destructions et le manque de matière première et de matériel. Elle demande aux cheminots d'augmen-*

ter le nombre d'heures supplémentaires plus particulièrement dans les dépôts, les ateliers de réparations. (Fédération CGT, *Les Cheminots dans l'histoire sociale de la France,* 1967, Éditions sociales, p. 203-204)

Mais, face aux dures réalités du capitalisme préservé, le consensus patriotique s'émousse. En avril 1947, les travailleurs de Renault, une entreprise nationalisée pour la conduite pro-allemande de son patron, entrent en grève illimitée. Ceux du rail et de toutes les branches reprennent la lutte, d'autant que la « guerre froide » déclenchée par l'État américain en mars repousse le PCF, malgré lui, dans l'opposition en mai.

Par contre, le nationalisme qui continue à imprégner la bureaucratie syndicale facilite la division des travailleurs du rail entre Français et immigrés, ce dont joue la SNCF.

La SNCF a été condamnée mercredi 31 janvier en appel pour discrimination envers des cheminots marocains... Recrutés dans les années 1970, ces 832 salariés de l'entreprise publique n'ont pour la plupart pas bénéficié du statut plus avantageux des cheminots, réservé aux ressortissants européens. (*Le Monde*, 31 janvier 2018)

1986 : grève générale et coordination nationale

Les travailleurs de la SNCF et de la RATP démarrent une grève illimitée (à Lyon le 16 mai 1968 et à Achères le 17). Mais la grève générale de mai-juin 1968 reste sous le contrôle des bureaucraties syndicales et elle est bradée par le PCF et la bureaucratie de la CGT. L'État bourgeois ainsi sauvé exige des efforts de plus en plus importants des cheminots, rogne sur les acquis sociaux, facilite le transport par la route et, en s'appuyant sur l'Union européenne, entreprend de démanteler l'entreprise pour affaiblir le potentiel révolutionnaire de ses travailleurs.

Les travailleurs du rail tentent de résister. Entre 1976 et 1984, des comités de grève sont parfois élus par des assemblées générales de cheminots à l'initiative de militants de la LCR, de LO, de l'UTCL...

Le 18 décembre 1986, malgré l'usure provoquée par 14 « journées d'action » syndicales depuis un an et à la suite d'une grève générale des étudiants et lycéens dotée d'une coordination nationale et finalement victorieuse, les conducteurs de Paris-Nord déclenchent la grève pour la satisfaction des revendications. Elle s'étend à toutes les catégories et toutes les régions. Pour contrôler leur mouvement, les travailleurs de la SNCF se dotent de comités de grève élus par les assemblées générales, de coordinations régionales et même d'une coordination nationale.

Entre la crise terroriste et la crise étudiante, Jacques Chirac avait eu un répit de moins de deux mois ; il n'eut que quelques jours avant d'être confronté à une troisième épreuve, une très grave crise sociale. Crise sociale longue puisqu'elle allait durer plus d'un mois (elle semble interminable), originale dans son calendrier (les fêtes de Noël ne l'interrompirent pas), dans son organisation (elle fut animée non par les syndicats, mais par des « coordinations », à l'instar de ce qui avait eu lieu dans le mouvement étudiant). (Jean-Jacques Becker, *Nouvelle histoire de la France contemporaine,* t. 19, 2002, Seuil, p. 412)

Les bureaucraties syndicales parviennent à arrêter la grève générale de la SNCF mi-janvier, au prix du retrait de la grille au mérite (l'avancement reste pour l'essentiel à l'ancienneté, conformément au statut).

En 1995, des grèves éclatent dans « le privé » au printemps puis dans les « entreprises publiques » à l'automne. À chaque fois, les bureaucraties refusent d'appeler à la grève générale, avec le renfort du PS et du PCF, mais aussi de LO, de la LCR et du PT.

L'appareil de la fédération CGT des cheminots, dirigé par Thibault, réussit à empêcher cette fois-ci l'apparition d'une coordination. Thibault décrète la reprise à la SNCF sans même faire semblant de consulter la base. Il sera récompensé en étant nommé secrétaire général en 1999.

Cependant, au terme d'un mois de grève générale des travailleurs de la Poste, de la SNCF et de la RATP, le gouvernement Chirac-Juppé retire le projet de loi contre les retraites de la fonction publique.

1997 : vers une multinationale capitaliste

L'Union européenne tente, avec beaucoup moins d'autorité, de relayer au XXIe siècle le rôle de l'État national aux XIXe et au XXe : articuler et harmoniser des voies et des trains conçus séparément en commençant par les TGV (« interopérabilité du système ferroviaire ») ; assurer la profitabilité des capitaux privés d'abord dans le fret et le transport de voyageurs international, maintenant dans le transport national (« ouverture à la concurrence »).

En 1997, le gouvernement Chirac-Juppé éclate la SNCF, par la création de RFF (aujourd'hui « SNCF Réseau ») selon la méthode employée précédemment aux PTT par le gouvernement Mitterrand-Rocard et ultérieurement par le gouvernement Sarkozy-Fillon à EdF-GdF. Il n'est pas question d'exiger des capitalistes entrant sur le marché qu'ils investissent dans la construction de nouvelles lignes ou doublent les existantes. Il faut donc leur livrer, moyennant de modiques péages, le réseau de la SNCF. Celui-ci est financé par l'État ou les collectivités territoriales, comme l'essentiel du réseau routier. Vu l'insuffisance de l'engagement de l'État, la dette de la SNCF a considérablement grossi, ce qui engendre le versement d'intérêts qui engraissent les banques.

De 1977 à 2002, le Premier ministre Jospin (PS) et le ministre des Transports Gayssot (PCF) refusent d'annuler l'éclatement de la SNCF opéré par Chirac et

SNCF INFRA	SNCF PROXIMITÉS	SNCF VOYAGES	SNCF GEODIS	GARES & CONNEXIONS
Exploitation et gestion du réseau Direction de la Circulation Ferroviaire **Travaux et maintenance** **Ingénierie** Systra	**TER** (Transport Express Régional) **Transilien** (Transport Ferroviaire en Ile-de-France) **Intercités** (Trains Intercités) **Keolis**	**Transport ferroviaire de voyageurs grande vitesse** TGV iDTGV Eurostar Thalys Lyria Alleo Elipsos Gala TGV Italie Westbahn NTV (Nuovo Trasporto Viaggiatori) **Transport de voyageurs longue distance** iDBUS **Distribution** voyages-sncf.com	**Opérateurs globaux de transports et de logistique de marchandises** Geodis STVA **Transports Ferroviaires de Marchandises (TFM)** Fret SNCF Captrain VFLI Entreprises du transport combiné **Gestionnaires d'actifs** Ermewa Akiem	**Gestion et développement des gares françaises** **Activité pluridisciplinaire en aménagement et construction** AREP Parvis A2C

Pons, confient les TER aux régions et débutent la privatisation d'Air France.

En 2003, le gouvernement Sarkozy-Fillon restreint le droit de grève à la SNCF et à la RATP sous l'euphémisme « alarme sociale ». En 2007, il s'en prend aux régimes spéciaux (pas celui de l'armée, évidemment). Les travailleurs de la SNCF tentent alors de déclencher la grève générale, mais aucune fraction syndicale ou organisation politique significative ne s'oppose aux bureaucraties syndicales.

En 2010, la nouvelle attaque du gouvernement Sarkozy-Fillon contre toutes les retraites (départ reporté à 62 ans, durée de cotisation prolongée à 41,5 ans) passe grâce à la négociation du projet par toutes les bureaucraties syndicales et aux diversions qu'elles mettent en place (les « journées d'action ») contre la grève générale.

En juin 2014, le gouvernement Hollande-Ayrault franchit une étape vers l'ouverture à la concurrence en déposant un projet de « loi portant réforme ferroviaire ». SUD et la CGT appellent à des grèves reconductibles site par site tout en négociant le projet, comme la CFDT et l'UNSA. Le secrétaire général Thierry Lepaon torpille le mouvement en déclarant publiquement que la CGT ne demande pas son retrait [voir *Révolution communiste* n° 7]. Le projet est adopté en août.

> *La loi du 4 août a esquissé un cadre de gouvernance qui se veut plus strict, plus vertueux et plus ouvert… conformément aux textes européens.* (Jean-Cyril Spinetta, *L'avenir du transport ferroviaire*, 15 février 2018, p. 42)

Le groupe SNCF ferme de nombreuses lignes. Il néglige l'entretien des voies. Il supprime plus de mille postes par an. Un quart de ses recrues sont hors statut. En 2011, il lance une entreprise de bus européens et nationaux (Ouibus). En 2014, il rachète des entreprises existantes pour lancer une filiale de covoiturage (IDvroom). En 2015, il fonde un fonds d'investissement dans l'informatique (SNCF Digital Ventures). Au total, il comporte aujourd'hui 650 filiales dont de nombreuses passent contrat ou investissent à l'étranger. Il participe même en 2012 à la création de la société capitaliste privée NTV qui gère Italo, le train concurrent de l'entreprise publique italienne Ferrovie dello Stato.

> *La SNCF, entrée dans le projet à hauteur de 20 %, se retire et ne participe pas à l'augmentation du capital de 2015. Mal lui en a pris : le succès commercial est au rendez-vous, et les bénéfices du groupe explosent.* (*Le Monde*, 13 mai 2018)

Le groupe capitaliste français vient d'accentuer sa part dans le transport ferroviaire britannique privatisé en 1993 par le gouvernement Major.

> *C'est le plus gros contrat de Keolis, évalué à 6 milliards d'euros de chiffres d'affaires sur 15 ans. La filiale de la SNCF, en coentreprise avec Amey, une filiale de l'espagnole Ferrovial, a remporté, lundi 4 juin, un contrat d'exploitation ferroviaire de 15 ans au Pays de Galles, dans l'ouest du Royaume-Uni.* (*Le Monde*, 4 juin 2018)

Symétriquement, les concurrents potentiels sur le marché local sont des filiales de groupes publics français (Transdev du groupe Caisse des dépôts) ou étrangers (Arriva du groupe Deutsche Bahn, Thello-Trenitalia du groupe Ferrovie dello Stato).

Étatisme bourgeois ou pouvoir des travailleurs

Pourtant, les étatistes contemporains (bureaucratie de la CGT, de FO, de Solidaires ; PCF, LFI, NPA, POID…) proclament que le problème serait de défendre la SNCF contre la menace du libéralisme et de se fier pour cela à l'État français.

> *Il faut redonner à l'État son pouvoir de gouvernance.* (Fédération CGT des cheminots, *Ensemble pour le fer*, 7 mars 2018, p. 41)

Le langage des bureaucrates est calqué sur celui des technocrates et de la classe dominante.

> *Un mode de transport massivement subventionné dont l'efficacité dépend avant tout de la gouvernance publique.* (Jean-Cyril Spinetta, *L'avenir du transport ferroviaire*, 15 février 2018, p. 33)

Les travailleurs ont assez subi le pouvoir de l'État bourgeois depuis deux siècles. Il faut qu'enfin la classe ouvrière (les cheminots et tous les autres prolétaires) puisse se défendre efficacement contre la bourgeoisie (incluant les sommets de l'État et la direction du groupe SNCF) qui veut l'entraîner dans sa décadence.

Tout acquis social est en sursis si le pouvoir reste à la bourgeoisie. Une entreprise nationalisée est modelée par le capitalisme, si l'État bourgeois ne laisse pas place à la dictature du prolétariat. Pour avancer vers une société où les moyens de transport seront à la fois sûrs, gratuits, coordonnés à l'échelle du continent et ménageant l'environnement, il faut rouvrir la perspective du socialisme et du communisme.

4 juin 2018

Les **hôpitaux** malades de l'austérité



Partout dans le monde, les gouvernements augmentent les dépenses militaires et policières tout en rognant sur les dépenses de santé, d'enseignement… Comme les précédents gouvernements français, celui de Macron, Philippe et Buzyn accuse la Sécurité sociale et les hôpitaux publics des problèmes financiers qu'il crée lui-même.

> *Le gouvernement s'est fixé l'objectif d'un retour à l'équilibre des comptes de la Sécu en 2020.* (*Le Monde,* 20 décembre 2017)

Et ils osent faire passer cette régression pour de la modernité. Il n'y a de déficit de la sécu que parce que les capitalistes refusent de la financer. D'un côté, l'État exonère plus de patrons de leurs cotisations sociales ; de l'autre, il coupe dans les dépenses qui ne sont pas liées au maintien de l'ordre. Le budget de la sécurité sociale 2018 prévoit 3 milliards d'euros de réduction de dépenses de l'assurance maladie, la moitié devant être assumée par les établissements hospitaliers.

L'euphémisme pour camoufler la brutalité sociale

> *Il faut une révolution douce, 30 % des dépenses de l'assurance maladie ne sont pas pertinentes, il faut lutter contre les opérations inutiles, fermer les lits qui ne servent à rien.* (Agnès Buzyn*, Journal du dimanche,* 21 octobre 2017)

Les députés LREM sont majoritairement des patrons et des cadres. Quand ces gens-là disent *« révolution douce »,* les travailleurs doivent entendre *« mesure réactionnaire violente ».* Et quand ils parlent de *« libérer le travail »*, il faut comprendre *« précariser les salariés »* ; quand ils disent *« dialogue social »* ou *« co-construction »*, il faut comprendre *« associer les syndicats aux attaques contre les travailleurs »* ; quand ces gens-là disent *« plan de sauvetage de l'emploi »*, il faut comprendre *« plan de licenciement »* ; quand ils disent *« optimisation fiscale »,* il faut comprendre *« fraude fiscale »* ; etc.

Les gouvernements précédents avaient déjà commencé à étendre les méthodes du capital aux hôpitaux par :

- la loi « T2A » (2003) qui impose la tarification à l'activité ;
- l'ordonnance « Nouvelle gouvernance » (2005) qui restructure les hôpitaux ;
- la loi « HPST » (2009) qui crée les « agences régionales de santé » (ARS), renforce le « management » (rôle accru du directeur, directoire, conseil de surveillance…), met en place des « communautés hospitalières de territoire ».

La nouveauté est que le gouvernement Macron-Philippe, comme celui de Trump aux États-Unis, reprend directement la mentalité et le langage des patrons.

> *Les établissements se verront octroyer un bonus, un intéressement dès lors qu'ils répondront aux objectifs de qualité, de pertinence et d'efficience des soins. En outre, je veux renforcer l'incitation financière à la qualité en intégrant des indicateurs de résultat clinique.* (Agnès Buzyn, *JDD,* 21 octobre 2017)

Les méthodes de management des entreprises privées et publiques aboutissent, d'un côté, à l'augmentation des profits, à l'enrichissement sans borne d'une petite minorité, à la pollution par les yachts et les jets privés… et, de l'autre, à l'intensification du travail, au harcèlement, à la précarisation, aux conséquences désastreuses pour la santé des exploités…

Dans les entreprises, il s'agit d'augmenter le profit tandis que, dans les services publics, il s'agit d'économiser sur les dépenses publiques. Le lien entre les deux aspects de l'offensive du capital contre le travail est que la rentabilité du capitalisme français augmente quand les salariés travaillent plus, que moins va aux salaires, aux pensions de retraite, aux indemnités chômage, à l'enseignement public, à la santé publique, au logement social, aux transports publics…

Les cadeaux aux praticiens libéraux et aux groupes capitalistes

Le gouvernement Macron-Philippe-Buzyn, en étranglant les urgences et tous les autres services des hôpitaux publics, envoie les malades vers les cliniques privées. En étranglant les EHPAD hospitaliers et associatifs, il fait de la publicité aux réseaux capitalistes des maisons de retraite pour riches.

Le gouvernement démantèle le dispositif public et gratuit de psychiatrie de proximité qui permettait de consulter et d'être soigné près de chez soi sans avoir à être hospitalisé, au profit des consultations chez des spécialistes aux tarifs élevés, qui ne travaillent presque jamais dans les quartiers populaires, favorisant des séances trop courtes.

Le gouvernement ne touche pas aux profits juteux des groupes capitalistes de la pharmacie et de l'équipement médical. Le gouvernement veut diminuer les remboursements de médicaments de 1,4 milliard d'euros.

La « chirurgie ambulatoire », qui consiste à faire sortir l'opéré le jour même de son intervention, est encouragée. Mais cette évolution nuit parfois à la sécurité du patient et au suivi des soins. Ceux qui habitent loin feront la fortune des « hôtels hospitaliers » capitalistes qui se développent comme des parasites autour des grands hôpitaux.

Le gouvernement a augmenté le forfait hospitalier de 2 euros. Donc, les primes d'assurance santé augmentent sans cesse. Le transfert du financement des dépenses vers les familles accroit les inégalités d'accès aux soins. Le renoncement aux soins pour raison financière augment.

La mise en place des groupements hospitaliers de territoire (GHT) permet d'imposer la flexibilité des salariés (qui nuit à la qualité), de faire bénéficier aux cliniques privées de la « mutualisation » (elles jouissent des équipements des hôpitaux sans en avoir les charges et captent les opérations rentables).

> *Le privé est surreprésenté parmi les trente-huit maternités dépassant le seuil recommandé (43 %, alors qu'elles ne sont que 25 % en France). Le praticien y est libre de réaliser tout acte médical qui lui semble nécessaire.* (*Le Monde*, 31 janvier 2018)

Parfois au détriment des patients : les césariennes et les épisiotomies sont plus fréquentes dans les entreprises capitalistes que dans les maternités publiques. Les cliniques privées ne participent pas à la formation des médecins, n'assurent que rarement l'accueil des patients polytraumatisés aux urgences et prennent peu en charge les spécialités moins rémunératrices.

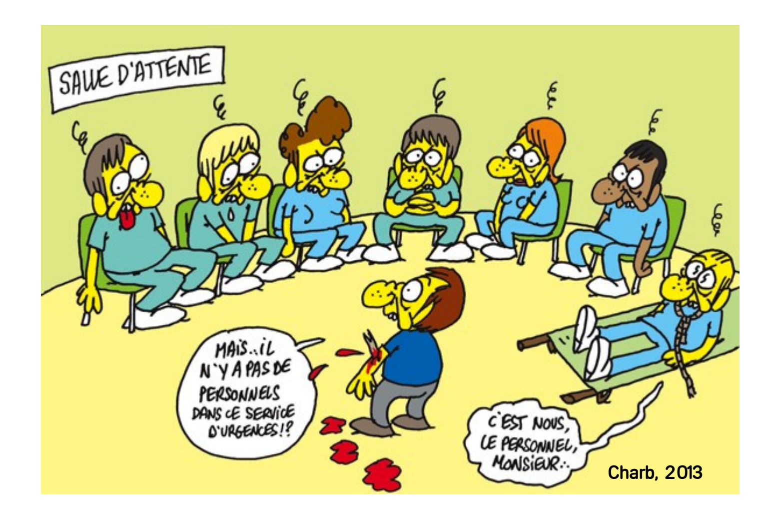
Les GHT seront regroupés essentiellement dans les grandes villes, ce qui accentuera la fracture sociale. Il ne faut pas non plus sous-estimer la chasse répressive aux arrêts de travail, le contrôle des prescriptions, des examens dans un cadre de culpabilisation des patients, la mise en place de la télémédecine (pour pallier le manque chronique de praticiens dans les « déserts médicaux »).

Les conséquences

De manière complémentaire, le gouvernement Macron-Philippe-Buzyn veut diviser et précariser les travailleurs de l'État, des collectivités territoriales et de la santé publique par le « salaire au mérite » et le recrutement de contractuels supplémentaires.

D'ailleurs, il confie aux agences régionales de santé le soin de supprimer des postes, voire de licencier si les salariés ciblés n'acceptent pas d'aller travailler dans un autre établissement (ou une autre fonction publique). Le gouvernement bloque les salaires des fonctionnaires. Les établissements font des économies sur tous les postes : médicaments, salaires, investissement, effectif…

La Fédération hospitalière de France accompagne l'offensive :



> *Ce budget de la Sécurité sociale ouvre des pistes, va dans le bon sens… Qu'on redonne du sens aux réformes, qu'on affiche une vision offensive, que soit engagée au plus vite les réformes de structure qui depuis des années ont été trop souvent reportées, en proposant… la fin des mesures catégorielles non financées, l'assouplissement des modes de gestion interne des établissements et la meilleure participation à la permanence des soins de l'ensemble des professionnels de santé, quel que soit leur statut.* (Frédéric Valletoux, président de la FHF, *Le Quotidien du médecin*, 30 octobre 2017)

Dans la région parisienne, Martin Hirsch menace 600 emplois sur l'effectif de 53 800 soignants paramédicaux et socio-éducatifs *« au moyen des évolutions majeures dans les organisations et des cadres de travail des personnels »* (*Le Monde,* 19 mars).

Assez de négociation des plans du gouvernement !

> *Le gouvernement lance une période de réflexion et de concertation de trois mois, de mars à mai 2018, sur cinq grands chantiers structurants pour sortir d'un système de santé « cloisonné » et fondé sur une tarification à l'acte qui pousse à la « course aux volumes »… La phase de concertation s'achèvera par la présentation d'une feuille de route détaillée avant l'été.* (UFAL, 20 février 2018)

Le gouvernement ne cache pas qu'il veut aller plus loin dans la mise en cause des statuts.

> *Un nouveau contrat social doit être proposé aux agents de la fonction publique hospitalière, en cohérence avec les orientations du comité interministériel de la transformation publique pour l'ensemble des fonctions publiques : fluidifier le dialogue social, encourager la recherche de nouvelles réponses aux problèmes d'attractivité, assouplir les statuts, reconnaître le mérite et l'engagement dans la rémunération, favoriser l'accompagnement des évolutions de carrières et la gestion du changement.* (Ministère de la santé, 13 février 2018)

Les bureaucrates syndicaux acceptent de négocier les plans du gouvernement, dans ce domaine comme dans tous les autres. La collaboration de classes est menée à tous les niveaux, des réunions sont convoquées par la ministre Buzyn au niveau local avec des *« groupes de concertation territoriale thématique qui permettront de recueillir l'avis des acteurs du terrain ».* La direction de la CGT en réclame davantage.

> *La concertation qui va s'engager à partir du mois prochain pour une ridicule durée de 2 mois laisse l'ensemble des professionnels amers et indignés par l'attitude du gouvernement.* (CGT, 15 février 2018)

Assez de « journées d'action » !

Des directions syndicales CGT, CFDT, FO, Solidaires, UNSA… qui négocient les attaques du gouvernement ne peuvent évidemment pas conduire la lutte unifiée et victorieuse pour le battre, pour lui faire retirer ses plans, pour annuler toutes les mesures antérieures, pour arracher les revendications.

À la base, les directions syndicales n'ont à proposer que des diversions : la dispersion des luttes hôpital par hôpital, voire service par service, ou des « journées d'action » inefficaces : 30 janvier, 15 mars, 22 mars, 5 avril…

La plupart des organisations politiques (PCF, LFI, LO, NPA, POID, AL…) sont intégrées aux divers bureaucraties syndicales. Elles n'engagent donc aucun combat contre les « concertations » avec le gouvernement ou contre les « journées d'action ».

> *Nous devons, petit à petit, ne pas nous contenter de ces journées de mobilisation, mais faire en sorte que différents secteurs basculent dans un mouvement permanent.* (NPA, 22 mars 2018)

Les chefs de la CGT décrètent une nouvelle journée le 19 avril… et une supplique aux parlementaires comme si les députés LREM et les sénateurs LR ne savaient pas ce qu'ils faisaient.

Le 15 mars, 25 sections Sud et 10 syndicats CGT de différents hôpitaux se sont réunies mais la rencontre n'a débouché que sur des « journées d'action » (7 avril, 15 mai, « mardis de la santé en colère »).

Pour la lutte de classe

La « coordination des luttes » n'a de sens que si elle sert à libérer notre gigantesque force collective, à lutter, tous ensemble et en même temps : cela s'appelle, en termes clairs, la grève générale jusqu'à la victoire.

Pour affronter et vaincre le gouvernement de la réaction et des riches, il faut, dans les syndicats et dans les assemblées générales, que monte l'exigence de l'unité et de la préparation de la grève générale. Quand celle-ci éclatera, il faudra contrôler notre mouvement par les AG, la défense des piquets et des manifestations contre les flics, les comités de grève élus et leur coordination nationale.

Non à la coupure de 3 milliards ! À bas le budget des hôpitaux ! Retrait du projet de loi Macron–Philippe–Buzyn !

Boycott syndical de toutes les négociations des attaques ! Boycott des « Conférences régionales de la santé » ainsi que des conseils de surveillance des hôpitaux qui les appliquent !

Abrogation des lois T2A et HPST ! Réouverture des services et création des lits indispensables !

Remplacement de toutes les absences ! Embauche des personnels nécessaires, sur la base de l'évaluation des besoins par les personnels eux-mêmes ! Titularisation des précaires !

Augmentation des salaires ! Paiement des heures supplémentaires ! Paiement décent des élèves infirmiers et des internes !

Nationalisation sans indemnité ni rachat des cliniques privées, des labos pharmaceutiques, de l'industrie médicale, des groupes financiers de l'assurance santé !

Gratuité de tous les soins ! Abrogation de toutes les exonérations de cotisations sociales des patrons ! Une sécurité sociale unifiée gérée par les travailleurs !

Gouvernement des travailleurs, seul capable de sauver la santé publique et d'affronter les groupes capitalistes !

23 mars 2018

Adresse du 1er mai contre la guerre, pour les droits des peuples opprimés, pour le socialisme, pour la révolution prolétarienne mondiale



Le 1er mai 2018 survient dans un contexte de rivalités entre puissances impérialistes et de multiples guerres locales. La rivalité entre les « vieux » impérialismes des États-Unis, d'Europe de l'Ouest, du Japon avec les impérialismes émergents en Chine et en Russie s'est nettement accentuée. Des puissances régionales (Israël, Arabie saoudite, Turquie, Iran) se disputent le Proche-Orient. La Syrie, l'Irak, la Corée, la mer de Chine, l'Ukraine, l'Afghanistan… sont le théâtre de manoeuvres et de confrontations militaires.

Même la reprise économique du capitalisme mondial, inégalement partagée, n'a pas calmé les tensions entre les différentes fractions de la bourgeoisie, ni les attaques contre les producteurs. L'emploi mondial augmente, mais pas assez pour faire face à la croissance démographique. Pour l'impérialisme mondial, une partie grandissante de l'humanité est superflue. En outre, l'environnement de l'espèce humaine est mis en danger par la survie du capitalisme : accélération du réchauffement climatique, perte de diversité biologique, raréfaction des forêts et de l'eau pure, etc.

Toutes les puissances impérialistes veulent non seulement défendre leurs superprofits contre leurs rivaux mais aussi les accroître. Leurs États cherchent à le faire en s'attaquant aux acquis de leur classe ouvrière, en nouant et renouant des alliances, en reprenant la course aux armements, en intervenant économiquement, politiquement, diplomatiquement, militairement dans le reste du monde.

L'OMC n'arrive plus à propulser des accords mondiaux. Les échanges de marchandises ont cessé de s'intensifier (ils augmentent désormais au même rythme que la production mondiale). Parce que les États-Unis restent la première puissance mondiale, mais sont menacés par l'émergence de la Chine, le président Trump parle ouvertement de guerres commerciales qu'il veut mener et gagner. Le protectionnisme, qui n'avait jamais disparu, revient en force. La Grande-Bretagne se retire de l'Union européenne.

> *La réaction politique sur toute la ligne est le propre de l'impérialisme.* (Lénine, *L'Impérialisme et la scission du socialisme,* décembre 1916)

Israël ne s'est jamais soucié de l'autorisation de l'ONU pour tuer des Palestiniens ou pour faire la guerre à ses voisins. Mais les États-Unis qui ont fondé l'ONU au lendemain de la 2e Guerre mondiale la contournent de plus en plus souvent pour mener leurs agressions militaires, car la Chine et la Russie ont un droit de veto au Conseil de sécurité. Ainsi, l'armée américaine, aidée de la France et de la Grande-Bretagne, en invoquant une nouvelle attaque chimique, a bombardé la Syrie le 14 avril. Comme si les crimes de guerre de ces trois puissances n'étaient pas pires que ceux du boucher Assad.

Les émigrants des pays pauvres et des pays en guerre sont plus refoulés et persécutés que jamais. Des référendums se décident sur cette question (Brexit), des candidats et des partis gagnent des élections en désignant les migrants comme des boucs émissaires (États-Unis, Autriche, Italie, Hongrie…). Des murs ont surgi ou sont renforcés aux frontières des États-Unis, d'Israël, de l'Espagne, de la Grèce, de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Norvège, de la Chine, de la Grande-Bretagne, du Pakistan, du Bostwana…

La Turquie, toujours membre de l'OTAN, en fait une dictature islamiste, a mené en janvier une invasion militaire en Syrie pour empêcher la création d'un État kurde à sa frontière et démontrer ses prétentions de pouvoir régional. Elle a reçu pour cela l'appui de djihadistes syriens, l'autorisation de la Russie et des États-Unis, alors que les chefs du PKK-YPD avaient mis les combattants kurdes au service de l'armée américaine. Ayant vaincu à Afrin le 18 mars, Erdoğan étend sa sale guerre en envoyant les troupes turques envahir le nord de l'Irak, avec la complicité non seulement de Washington mais aussi du gouvernement de Barzani (PDK) de la zone autonome kurde en Irak.

En même temps, le gouvernement colonialiste israélien a carte blanche pour une nouvelle vague de répression brutale contre la population palestinienne. Le nouvel homme fort de l'Arabie saoudite, le prince Ben Salmane, justifie au même moment l'existence de l'État d'apartheid, alors que son pays continue à alimenter l'antisémitisme et le salafisme à travers le monde, à financer les mouvements islamo fascistes.

La restauration du capitalisme par les bureaucraties staliniennes en Russie et en Chine n'a pas seulement introduit de nouvelles puissances impérialistes, elle a aussi changé l'équilibre entre les classes, au détriment des travailleurs. En Europe de l'Est, en Chine, au Vietnam, les acquis en termes d'emploi, de santé, d'enseignement… apportés par l'expropriation du capital ont brutalement disparu. La perspective du socialisme a reculé dans les masses exploitées et opprimées. Les bureaucrates au pouvoir à Cuba et en Corée du Nord ont commencé à se convertir en capitalistes.

Contrairement à ce qu'ont prétendu les idéologues et les politiciens de la bourgeoisie impérialiste, cela n'a pas conduit au triomphe de la « démocratie représentative ».

Les régimes autoritaires ont survécu et les démocraties traditionnelles rognent les libertés démocratiques et

espionnent leur population au nom de la « lutte contre le terrorisme ». Trump a été élu avec moins de voix que Clinton. Aux États-Unis, les Noirs restent la cible des flics blancs. Le rôle des services secrets et de l'état-major est plus grand que jamais aux États-Unis. La présidente PT du Brésil élue au suffrage universel a été destituée en août au nom de la « lutte contre la corruption » pour lui substituer un président MDB bien plus corrompu. Le nationalisme bourgeois du Venezuela qui a maintenu le capitalisme s'appuie de plus en plus sur l'armée pour résister à la fraction pro-impérialiste. Dans l'État espagnol, le gouvernement Rajoy (PP) et la monarchie franquiste ont criminalisé la lutte sociale et réduit radicalement toutes les libertés démocratiques, remplissant les tribunaux et les prisons de travailleurs et de jeunes, à travers la réforme du Code pénal et la loi Mordaza, également utilisées pour réprimer et empêcher le peuple catalan de choisir démocratiquement son destin par un référendum en octobre 2017.

Même dans les pays les plus avancés, la religion et le créationnisme sont promus par des fractions des classes dominantes. Les homosexuels restent persécutés dans la majorité des États. Les droits des femmes sont remis en cause, en particulier le droit d'avorter aux États-Unis, en Pologne, en Hongrie.

De nouveau, partout dans le monde, des bandes fascistes terrorisent les migrants, les grévistes, les paysans pauvres, les minorités religieuses ou nationales (Yézidis, Roms, Rohingyas…).

Pourtant, les travailleurs, les femmes, les minorités opprimées, les jeunes en formation résistent de toutes les manières : pétitions, grèves, manifestations, lutte armée… en Syrie, en Turquie, en Chine, en Iran, au Brésil, en Espagne, aux États-Unis, en France… La classe ouvrière nicaraguayenne, au prix de dizaines de morts, a contraint le gouvernement à retirer son projet contre la sécurité sociale et les retraites. Les luttes de classe ne cessent pas, mais le prolétariat et les opprimés du monde manquent des organisations nécessaires à transformer l'aspiration et l'engagement des masses en avancées et en victoires décisives.

En effet, les organisations qui contrôlent actuellement le mouvement ouvrier se révèlent incapables de faire face à la remontée de la réaction, de lutter contre les interventions impérialistes, de prendre la tête des luttes pour affaiblir et renverser le capitalisme mondial. Les bureaucraties syndicales acceptent de négocier toutes les attaques. Les partis ex-staliniens, sociaux-démocrates et travaillistes gouvernent pour le capitalisme, attaquent les acquis (ou s'apprêtent à le faire). Les DSA sont toujours dans un des deux grands partis bourgeois des États-Unis, le Parti démocrate dont les candidats (Obama, Clinton) sont toujours soutenus par le PCUS. Le SPD vient de sauver Merkel en Allemagne. La Syriza grecque a capitulé devant les exigences de Berlin et de Paris. La SD danoise s'allie avec le DF fascisant et embrasse sa xénophobie. La SMER slovaque gouverne avec le SNS raciste. Le LP de Nouvelle-Zélande gouverne avec le parti xénophobe NZF. Les vieux et les nouveaux partis « réformistes » qui sont dans l'opposition, comme le Parti travailliste de Grande-Bretagne, Die Linke d'Allemagne, La France insoumise, Podemos de l'État espagnol… ne se réclament même pas du socialisme.

Dans cette situation, il est plus important que jamais de reconstruire l'internationale ouvrière (et dans chaque pays un parti ouvrier révolutionnaire) sur la base du programme communiste. Partout, l'avant-garde doit se rassembler pour opposer l'internationalisme prolétarien au nationalisme étroit qui est prêché pour dresser les travailleurs les uns contre les autres. L'internationalisme défend le droit des nations opprimées à l'autodétermination, sans nécessairement propager une séparation. Les travailleurs avancés doivent lutter contre toute restriction des acquis politiques et sociaux, comme le meilleur terrain pour la lutte pour une véritable démocratie, à savoir le pouvoir de conseils ouvriers. Sur la base de la solidarité de classe du prolétariat, ils s'opposent à la division entre nationaux et étrangers, entre travailleurs intellectuels et manuels, entre hommes et femmes, entre jeunes et vieux, entre religions différentes.

Il faut prévenir le danger d'une guerre mondiale destructrice, arrêter la destruction de l'environnement causée par le profit, renverser la bourgeoisie, démanteler l'État bourgeois, prendre le pouvoir, remettre les moyens de production dans les mains des ceux qui créent avec leur travail la richesse de la société, marcher vers le socialisme, faire disparaître les frontières, les classes et l'État.

1er mai 2018
CoReP / Allemagne, Autriche, Canada, France
IKC / État espagnol, PD / Turquie, TML / Brésil



Halte au massacre des **Palestiniens** !

Fusillade délibérée de civils



L'État américain a toujours soutenu l'État colonial sioniste, comme il a toujours misé sur la monarchie absolue, cléricale et antisémite d'Arabie saoudite. Avec le renforcement de l'Iran et de l'impérialisme russe en Syrie, avec un certain éloignement de la Turquie, Trump, encadré par des généraux et des chefs tortionnaires de la CIA, a infléchi la politique de l'impérialisme américain. Il revient sur l'accord négocié sur le nucléaire iranien, au détriment des peuples d'Iran qui pensaient échapper enfin au blocus ; il accorde au gouvernement islamiste turc le droit d'intervenir en Syrie et en Irak, l'autorisant à massacrer avec des islamistes syriens les Kurdes du PKK-PYD-KCK ; il encourage le prochain monarque d'Arabie saoudite qui impose un blocus au Qatar et détruit le Yémen ; il appuie le Premier ministre raciste et militariste d'Israël qui étrangle la bande de Gaza, poursuit la colonisation de Jérusalem et de la Cisjordanie, redouble sa politique de terreur contre les Palestiniens.

Sur quoi a débouché, en pratique, le transfert annoncé le 6 décembre 2017 par Trump de l'ambassade d'Israël ?

Le 15 décembre, l'armée israélienne a tué 4 Palestiniens qui protestaient et en a blessé 160.

Dans la nuit du 8 au 9 janvier, l'armée israélienne a bombardé une base militaire de la Syrie. Le 9 avril, elle a récidivé.

Le 16 janvier, l'État américain a gelé plus de la moitié de ses versements prévus à l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens, aggravant la situation dramatique de Gaza, soumise au blocus d'Israël et de l'Égypte.

Le 30 mars, l'armée israélienne a tiré à balles réelles à Gaza sur les manifestants pacifiques de la Marche du retour : au moins 17 Palestiniens tués, 758 blessés. Le 6 avril, l'armée a de nouveau tiré à balles réelles : au moins 9 Palestiniens ont été tués (dont un journaliste), plusieurs centaines blessés. Le 13 avril, un Palestinien a été tué et 120 blessés par balles. Les soldats tirent froidement sur les manifestants qui sont à plusieurs centaines de mètres de la frontière.

Pour le front unique ouvrier contre le terrorisme d'État israélien

La France a invité Israël à « la retenue ». L'Arabie saoudite a repris la position de deux États. La Jordanie et l'Égypte ont condamné le massacre. La Turquie a protesté plus vivement.

Mais les Palestiniens ne peuvent pas se fier aux États bourgeois de la région. La monarchie de Jordanie a écrasé la résistance palestinienne en 1970-1971. Les chrétiens-fascistes du Liban ont liquidé en 1982 des milliers de réfugiés palestiniens avec l'aide de l'armée israélienne. Le régime du Baas syrien a frappé militairement la résistance palestinienne en 1983. Les gouvernements égyptien et syrien ont réprimé le mouvement révolutionnaire de 2011 dont la victoire pouvait ouvrir une perspective aux Palestiniens. Le 4 avril, le futur roi d'Arabie a déclaré qu'Israël avait le droit d'exister.

> *Je crois que les Palestiniens et les Israéliens ont le droit d'avoir leur propre terre.* (Mohamed Ben Salmane, *The Atlantic,* 2 avril 2018)

La plupart des États voisins surexploitent les réfugiés ou travailleurs immigrés palestiniens et les discriminent. L'Iran et la Turquie oppriment leurs minorités nationales, dont les Kurdes. La Turquie est toujours membre de l'OTAN dirigée par les États-Unis. La Turquie et les monarchies du Golfe ont aidé les islamo-fascistes qui ont opprimé en Syrie et en Irak les femmes, qui ont exterminé les militants ouvriers, les minorités religieuses, les minorités nationales. L'Égypte reçoit des armes et de l'argent des États-Unis, elle bloque la bande de Gaza.

La meilleure aide aux Palestiniens est la lutte pour renverser les gouvernements qui soutiennent l'État sioniste. Dans le monde entier, au premier chef aux États-Unis et en Israël, toutes les organisations qui se réclament des travailleurs doivent exiger :

Fin de la colonisation en cours de Jérusalem et de la Cisjordanie ! Levée du blocus de Gaza par Israël et l'Égypte ! Destruction du mur de l'apartheid ! Libération de tous les prisonniers palestiniens ! Droit au retour des réfugiés et de leurs descendants ! Aucune arme, aucune aide militaire à Israël ! Aucune menace militaire envers la Syrie ou l'Iran !

Le sionisme alimente l'antisémitisme

La classe ouvrière mondiale est, sur cette question comme les autres, paralysée par la politique de ses directions.

Les partis travaillistes ou sociaux-démocrates et les partis issus du stalinisme soutiennent la solution « des deux États » de l'ONU, comme plusieurs organisations centristes : SPEW, SAlt, AWL, LO, NPA… Cela revient à mettre sur le même pied un État colonial soutenu par tous les impérialismes et une nation opprimée. Cela revient à entériner la colonisation violente d'une grande partie de la Palestine et la création de bantoustans sous la botte d'Israël dans le reste du territoire.

> *La solidarité prolétarienne exige que nous n'observions jamais une attitude purement formelle envers la question nationale, mais que nous tenions toujours compte du comportement du prolétaire d'une nation opprimée envers la nation qui opprime.* (Lénine, 31 décembre 1922)

L'État israélien et le mouvement sioniste, l'impérialisme américain et ses adjoints tentent d'assimiler les antisionistes à des racistes anti-juifs. Par exemple, en France, Mélenchon, le chef de la France insoumise, a été expulsé le 28 mars d'une manifestation de protestation contre un sordide crime à coloration antisémite. Son crime ? Soutenir la campagne de boycott d'Israël (BDS) ! Autre exemple, la presse bourgeoise britannique a accusé Corbyn, le chef élu du Parti travailliste, d'antisémitisme. Son crime ? Avoir passé la soirée du 2 avril avec Jewdas, une association de Juifs non-sionistes de sa circonscription électorale !

Certes, on trouve des antisionistes qui sont antisémites, mais il y a aussi beaucoup de pro-sionistes qui sont antisémites, dans la lignée de Lord Arthur Balfour ou Lord Winston Churchill. Les gouvernements pro-sionistes des États-Unis et de l'Union européenne entretiennent des liens étroits avec les monarchies absolues et islamistes qui diffusent dans le monde entier le *Protocole des sages de Sion,* un faux antisémite fabriqué en 1901 par la police tsariste et cité abondamment par Hitler.

Les communistes internationalistes qui depuis 170 ans combattent le racisme et le colonialisme n'ont aucune leçon à recevoir des Trump et des Netanyahou. Le mouvement sioniste lui-même s'est souvent accommodé de l'antisémitisme au début du XXe siècle car ces deux courants réactionnaires partageaient l'idée que les Juifs étaient inassimilables dans les pays où ils vivaient. Face au pire antisémitisme de l'histoire, le nationalisme bourgeois juif ne s'est guère opposé au « 3e Reich » et certains de ses dirigeants ont même collaboré avec les nazis. C'est après la 2e Guerre mondiale que l'Holocauste a servi de prétexte à la bourgeoisie sioniste pour coloniser la Palestine.

L'État israélien est bâti sur le racisme et la violence envers les Arabes de la Palestine. Le projet sioniste est de refuser l'intégration des Juifs dans les pays où ils vivent et de tous les installer en Palestine qui a été le terrain de multiples brassages ethniques et de violentes compétitions religieuses. L'État israélien a été mis en place en 1947 avec le soutien des États-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'URSS. En 1948, lors de la Nakba, 700 000 Palestiniens ont fui l'armée israélienne et ses exactions. Le Parti travailliste israélien et le syndicat sioniste Histadrout ont réclamé l'exclusion des Arabes de l'emploi.

Ainsi, le nationalisme bourgeois juif a transformé une minorité des Juifs du monde en oppresseurs. La conséquence a été la persécution et l'émigration forcée des Juifs installés depuis deux millénaires en Afrique du Nord et au Proche-Orient qui n'étaient pas des colons mais qui ont servi de boucs émissaires aux régimes nationalistes bourgeois arabes. Le sionisme a aussi facilité l'antisémitisme nauséabond des islamistes partout dans le monde.

Pour une Palestine unifiée par la révolution socialiste

Pour obtenir de l'ONU et des États-Unis un État à côté d'Israël, le nationalisme bourgeois panarabe (Fatah, FDLP) a signé les accords d'Oslo en 1993 ; seul le FPLP s'y est opposé, tout en restant dans l'OLP dirigée par Arafat. Le résultat a été la poursuite de la colonisation de Jérusalem et de la Cisjordanie ; la construction du mur de l'apartheid ; la destruction répétée de la bande de Gaza en 2008, 2012 et 2014 ; la répression systématique, les assassinats et les emprisonnements de Palestiniens. Une autre conséquence a été, faute de perspective prolétarienne, la montée de l'islamisme autrefois très minoritaire (Hamas, Djihad…) au sein des Palestiniens. Cela a permis au Hamas de prendre le contrôle de la bande de Gaza.

Mais le Hamas et le Fatah ont en commun d'être dirigés par des bourgeois, de s'opposer à la lutte du prolétariat palestinien, de dépendre d'États bourgeois voisins et d'être incapables de s'adresser aux travailleurs d'Israël (arabes ou juifs). D'ailleurs, ils se sont rapprochés ces derniers mois sous la pression du général Al-Sissi, le président de l'Égypte qui réprime toute opposition politique et participe au blocus de Gaza.

La fin de l'oppression nationale dont sont victimes les Arabes palestiniens passe par la destruction de l'État d'Israël, raciste, belliciste et colonialiste, instrument de l'impérialisme occidental en Asie de l'ouest. Contre toutes les bourgeoisies (américaine, hébreue, arabe, turque, perse…), la mobilisation des travailleurs à Jérusalem, en Cisjordanie, à Gaza, en Israël, en Jordanie, en Turquie, en Égypte, en Tunisie… permettra d'instaurer une Palestine laïque et multiethnique sur tout le territoire de la Palestine, dans laquelle pourront vivre ensemble Arabes et Juifs, musulmans, israélites, chrétiens et athées. Jérusalem, avec ses traditions multiculturelles serait probablement la capitale de cet État des travailleurs. Une telle Palestine ne sera viable que par l'extension de la révolution, l'abolition des frontières héritées de la colonisation et l'instauration de la fédération socialiste du Levant.

Seule une internationale ouvrière (et des partis ouvriers révolutionnaires dans chaque pays) peut mener un tel combat. La classe ouvrière, ralliant les paysans et les étudiants, est la force sociale qui est capable de liquider la colonisation sioniste en Palestine et la domination impérialiste sur l'Asie de l'Ouest, d'émanciper les jeunes et les femmes, de donner la terre aux paysans, la formation à la jeunesse, l'emploi à tous et d'assurer le développement économique.

14 avril 2018

CoReP / Allemagne, Autriche, Canada, France
IKC / État espagnol, PD / Turquie, TML / Brésil

Autriche Des boucs émissaires au lieu de la lutte des classes ? Sans nous !



Depuis 120 jours qu'ils gouvernent ensemble en Autriche, Sebastian Kurz (FPÖ, Parti populaire, le parti démocrate-chrétien), et Heinz-Christian Strache (ÖVP, Parti de la liberté, le parti fascisant) n'ont pas tardé à appliquer leurs mesures, montrant jour après jour leur nature en pleine lumière : remaniement du RSA au détriment des plus faibles, les migrants ; attaque contre la représentation des salariés dans la sécurité sociale ; réduction de l'impôt sur les sociétés ; réduction des cotisations d'assurance-accidents pour les employeurs ; abolition de l'aide d'urgence et confiscation de l'épargne des chômeurs ; retrait du Panama de la liste des paradis fiscaux ; suppression de 200 postes d'inspecteurs des impôts ; suppression de l'allocation chômage pour les chômeurs de longue durée ; retour à la notation numérique à l'école, amendes pour l'absentéisme ; réintroduction des frais de scolarité à l'université ; allongement de la durée journalière du travail jusqu'à 12 h sur décision de l'employeur ; réintroduction du tabac dans les bars et restaurants au détriment de leurs salariés ; menaces contre les journalistes indépendants et restriction des droits de la presse libre ; allègement des mesures de protection du climat.

En très peu de temps, la démagogie sociale du FPÖ en tant que prétendu « parti des classes moyennes » s'est dévoilée pour ce qu'elle a toujours été, un instrument de mensonge et de tromperie.

Avec la tolérance tacite du chancelier fédéral Sebastian Kurz (ÖVP) qui reste muet, la racaille antisémite est propulsée par le FPÖ. Les membres ou les sympathisants des groupes fascistes tels que les Identitären (Identitaires) grouillent aujourd'hui dans les secrétariats des ministres du FPÖ. Le président fédéral soutenu par les Grünen (Verts), Van der Bellen, se tait. La petite bourgeoisie urbaine libérale l'avait vanté pendant la campagne électorale comme un « rempart » contre le fascisme. Hélas, il n'est qu'un politicien bourgeois qui ne veut pas se fâcher avec la classe dominante.

Globalement, si l'on regarde les points mentionnés ci-dessus, il s'agit d'un engagement politique total au compte des capitalistes contre les travailleurs, c'est-à-dire ce qu'on appelle la lutte des classes.

Cet antagonisme social existait déjà avant le gouvernement de coalition ÖVP-FPÖ. Mais la politique du gouvernement Kurz-Strache s'inscrit dans cet antagonisme, ce qu'ils doivent le masquer par tous les moyens, avec les pires mensonges dont la bourgeoisie et ses médias sont capables, tout en préservant la démocratie bourgeoise. Par conséquent, ils recourent au principe éprouvé du bouc émissaire. Le bouc émissaire est la question des « immigrés-réfugiés-musulmans ». Depuis ses préparatifs de coup d'État à l'intérieur de l'ÖVP en 2015, Kurz a joué cette carte, il l'a aussi jouée pendant la campagne électorale et, soutenu par les tabloïds, il a toujours et toujours répété ce sujet, selon la devise « ne jamais changer une menace qui gagne ».

Ce n'est pas une coïncidence qu'une des premières mesures du gouvernement Kurz fut de réduire l'allocation familiale pour les enfants vivant à l'étranger, une attaque directe contre les travailleurs migrants et surtout les femmes originaires d'Europe de l'est, ce qui ne rapportera pas grand-chose en terme d'argent, mais qui flatte la xénophobie.

Puis l'incontournable « débat sur le foulard », un excellent exemple pour maintenir un « combat culturel » ou même pour l'alimenter. Bien sûr, la religion avec ses symboles dans les lieux publics, comme les écoles ou les tribunaux, n'est généralement pas bannie, ce qui affecterait bien sûr les dirigeants chrétiens alliés, mais cibler les musulmanes crée le terrain des attentats nationalistes-racistes.

Nous devons relever ce défi et nous opposer aux manœuvres de diversion des capitalistes et de leurs partis avec un programme clair, un programme de lutte de classe prolétarienne. Les militants du Gruppe Klassenkampf (Groupe lutte de classe, section autrichienne du CoReP) ont vu le 1er mai que de nombreux camarades mécontents du SPÖ (Parti socialiste autrichien) et des JSÖ (Jeunesses socialistes) sont prêts à résister au gouvernement. Ensemble, nous devons forcer les dirigeants sociaux-démocrates et syndicalistes à rompre avec leur politique de tolérance envers le gouvernement ÖVP-FPÖ et leur partenariat social avec le patronat. Ensemble, nous devons organiser dans les entreprises, les administrations, les écoles et les universités, en ville et à la campagne, la résistance commune des travailleurs.

Nous avons besoin de comités de combat élus démocratiquement, avec des délégués responsables et révocables, pour organiser cette résistance. Nous devons organiser l'autodéfense de nos rassemblements politiques, de nos manifestations et de nos grèves. En fin de compte, cependant, nous ne pourrons gagner que si nous créons dans notre lutte un nouveau parti ouvrier révolutionnaire qui éradiquera le racisme et le nationalisme par l'internationalisme et la solidarité…

3 mai 2018, GKK

Mai 68 (2) Le soulèvement de la jeunesse



L'étudiant a aidé l'ouvrier ; l'ouvrier doit venir en aide à l'étudiant. Lénine

La massification de l'enseignement secondaire et dans une moindre mesure de l'enseignement supérieur est la base objective des luttes étudiantes des années 1960 qui, quoique dépendant de la lutte entre les classes fondamentales, présentent une certaine autonomie [voir *Révolution communiste* n° 28].

Dans certains cas, dont la France, le mouvement étudiant est lié chronologiquement aux luttes ouvrières. Malgré les staliniens, la masse des étudiants, rejoints par de nombreux jeunes travailleurs, protège contre l'État bourgeois les stupides adeptes de « la provocation ». Puis la classe ouvrière défend les étudiants, paralyse le pays et ébranle le capitalisme français voire l'ordre mondial. Cela contrecarre au sein de la jeunesse les tendances petites-bourgeoises situationnistes et anarchistes, même si le « Mouvement du 22 mars » (M22M) et la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR, scission castriste de l'Union des étudiants communistes, à l'origine du NPA et d'Ensemble) succombent à ces dernières tout au long du mois de mai.

20 mars : d'une action anti-impérialiste symbolique à la protestation étudiante

En octobre et novembre 1967, le syndicat étudiant UNEF organise des manifestations massives contre le projet de sélection à l'université du ministre Peyrefitte et du gouvernement De Gaulle-Pompidou. Début 1968, des jeunes ouvriers sont à la tête de grèves et de manifestations à Fougères et à Caen.

À Paris, le 20 mars 1968, le Comité Vietnam national (CVN) attaque l'agence parisienne d'American Express, une action menée en dehors des masses qui évoque le Black bloc d'aujourd'hui, en plus internationaliste. Les tags et le bris de vitres sont peu efficaces contre l'impérialisme américain et encore moins contre leur propre impérialisme, mais ils soudent les jeunes qui y participent et les habituent à ne pas craindre la police.

> *Sous les coups de barre de fer, la vitrine vole en éclats... Ils sont une centaine à crier au pied de l'Opéra « FNL vaincra ! FNL vaincra ! »... Ils brûlent un drapeau américain avant de s'enfuir vers le métro Opéra. La police n'a pas eu le temps de bouger... Un des militants est revenu sur place pour évaluer les dégâts. C'est Xavier Langlade, étudiant trotskiste de Nanterre. Il est aussitôt embarqué... Dans la nuit, quatre lycéens membres des CVN sont arrêtés chez eux. Au petit matin, Nicolas Boulte, secrétaire national du CVN est lui aussi emmené par les policiers.* (Laurent Joffrin, *Mai 68, histoire des événements*, 1988, Seuil, p. 48)

Pour obtenir leur libération, le 22 mars, une assemblée générale de 700 étudiants de l'université de Nanterre (banlieue ouest de Paris) vote l'occupation du bâtiment administratif. Les situationnistes (qui ont détruit l'UNEF de Strasbourg) et les anarchistes (Daniel Cohn-Bendit, Jean-Pierre Duteuil, Jean-Pierre Montagut...) lancent avec Daniel Bensaïd et Jean-François Godchau (JCR) le « Mouvement du 22 mars » de Nanterre qui reprend les rodomontades du SDS allemand : *« À chaque étape de la répression, nous riposterons d'une manière de plus en plus radicale ».* Les déclassés n'ont que mépris pour la masse des étudiants et sont, par conséquent, des ennemis jurés du syndicalisme en leur sein.

> *Dès 1967, nous prônons le boycott des examens parce qu'ils nous préparent à être des cadres, qu'ils sont source de frustration sexuelle et d'angoisse, qu'ils nous infantilisent.* (Jean-Pierre Duteuil, *Libération*, 5 mai 1998)

Leurs comparses de la JCR sont présentés rétrospectivement comme « trotskistes ». En fait, ils émanent du courant pabliste qui a détruit la 4e Internationale en s'adaptant après-guerre au stalinisme alors triomphant. En 1969, ils vont renchérir dans les références à Lénine et à Trotsky pour se faire une place, mais en 1966-1967, la JCR se présentait plutôt comme castriste-guévariste. Tirant le bilan à l'automne 1968, les deux théoriciens de la JCR sont encore sous le charme de l'anarchisme petit-bourgeois.

> *Dany fait de la provocation, non un exutoire de ses défoulements personnels, mais un pur et redoutable instrument politique. La provocation doit désacraliser les statuts et les fonctions. Elle est un piège tendu à l'Autorité et à la hiérarchie, qui, par leurs réactions, dévoilent leur nature oppressive tout en se couvrant de ridicule. Elle est une arme magnifique de critique sociale et d'éducation des masses.* (Daniel Bensaïd & Henri Weber, *Mai 1968, une répétition générale*, 1968, Maspero, p. 128)

Dans les années 1970, Bensaïd préconisera la guérilla ; dans les années 1980, Weber rejoindra le Parti socialiste (PS) et Cohn-Bendit adhèrera aux Grünen (le parti bourgeois écologiste allemand), soutiendra Macron en 2017. Bouclant la boucle, Bensaïd liquidera en 2009 la LCR pour un parti large, ouvert aux « libertaires ». Ce NPA, devenu plus petit que la LCR, reprend aujourd'hui la critique anarchiste du bolchevisme et capitule devant les « zadistes », qui croient qu'on peut « dépasser le capitalisme » (sic) en fondant des petites communautés à la campagne.

Pour Voix ouvrière (VO, ancêtre de LO), aveugle aux jonctions des étudiants et des jeunes ouvriers à Lyon (décembre 1967), Caen (janvier 1968) et Bordeaux

Trois conceptions des rapports entre étudiants et classe ouvrière

La scolarisation massive et la radicalisation d'une partie de la jeunesse pose dans les années 1960 à grande échelle un problème que l'aile révolutionnaire de l'Internationale ouvrière perçoit dès la fin du XIXe siècle, celui de l'alliance du prolétariat et de la jeunesse scolarisée.

Lénine se rapproche des populistes à l'université de Kazan en 1885, Rosa Luxemburg milite dans son lycée de Varsovie en 1887 après avoir rejoint le groupe Proletariat, Lev Trotsky est actif comme populiste dans son lycée de Nikolaïev en 1896, Nikolaï Boukharine participe à un cercle révolutionnaire dans son lycée de Moscou en 1904 avant d'être gagné par la fraction bolchevik du POSDR. En effet, le Parti bolchevik ne craint pas, conformément à *Que faire ?*, d'intervenir en tant que tel dans les universités et les lycées. En 1905, au feu de la révolution, Lénine plaide pour le recrutement en masse des jeunes ouvriers et même des étudiants, pour leur laisser prendre des initiatives.

> *La jeunesse décidera de l'issue de la lutte, la jeunesse estudiantine et plus encore la jeunesse ouvrière. Secouez toutes les vieilles habitudes d'immobilité, de respect hiérarchique, etc. ! Formez des centaines de cercles de jeunes sympathisants de* Vpériod [*En avant*, l'organe bolchevik en 1905] *et encouragez-les à travailler sans arrêt. Triplez le comité en y faisant entrer les jeunes, créez cinq sous-comités ou une dizaine, cooptez toute personne énergique et honnête. Donnez sans paperasserie à tout sous-comité le droit de rédiger et de publier des tracts. Il faut grouper et mettre en mouvement avec la promptitude la plus grande tous ceux qui ont de l'initiative révolutionnaire.* (Lénine, 11 février 1905, *OEuvres* t. 8, Progrès, p. 142)

Concernant le rapport entre prolétariat et jeunesse scolarisée, les organisations à la gauche du PCF en mai 1968 sont partagées, en dehors de leur référence formelle et du reste de leur programme, en trois positions .

1 / Ceux qui, dans la tradition communiste, tentent d'assurer l'hégémonie du prolétariat : le PCMLF, la FER et l'OCI.

> *Je souhaite que vos efforts pour éveiller la conscience parmi les étudiants réussissent, de telle manière que de leurs rangs viennent le prolétariat intellectuel qui sera appelé à jouer un rôle important dans la révolution prochaine, aux côtés et au sein de leurs frères, les ouvrier manuels.* (Friedrich Engels, 19 décembre 1893, *Werke* t. 22, Dietz Verlag, p. 415)
>
> *En Chine, nous devrons sans cesse mener une action commune avec les organisations étudiantes et paysannes.* (Trotsky, 9 août 1935, *OEuvres* t. 6, EDI, p. 110)

En mai 1968, la FER et le PCMLF, à juste titre, affirment que les travailleurs doivent aider les étudiants.

> *Il est indigne du titre de socialiste, l'ouvrier qui peut voir d'un oeil indifférent le gouvernement envoyer la troupe contre la jeunesse universitaire. L'étudiant a aidé l'ouvrier ; l'ouvrier doit venir en aide à l'étudiant.* (Lénine, janvier 1901, *OEuvres* t. 4, Progrès, p. 435)

2 / Les héritiers des économistes russes qui, du rôle central de la classe ouvrière, déduisent à tort qu'il ne faut pas intervenir dans la jeunesse scolarisée : UJCML et VO.

> *La conscience des masses ouvrières ne peut être une conscience de classe véritable si les ouvriers n'apprennent pas à profiter des faits et événements politiques concrets et actuels pour observer chacune des autres classes sociales dans toutes les manifestations de leur vie intellectuelle, morale et politique, s'ils n'apprennent pas à appliquer pratiquement l'analyse et le critérium matérialistes à toutes les formes de l'activité et de la vie de toutes les classes, catégories et groupes de la population. Quiconque attire l'attention, l'esprit d'observation et la conscience de la classe ouvrière uniquement ou même principalement sur elle-même, n'est pas un social-démocrate.* (Lénine, 1er avril 1902, *OEuvres*, Progrès, t. 5, p. 421)

Ainsi, le groupe national et économiste VO passe à côté du mouvement international de la jeunesse tout en sous-estimant l'intelligence politique du prolétariat français.

> *Les travailleurs français ne comprendraient certainement pas que les étudiants français déclenchent des bagarres dans le simple but d'imiter les étudiants allemands.* (*Lutte de classe,* mai 1968)

3 / Les héritiers de Bakounine et des populistes russes et les lecteurs de Marcuse qui défendent la supériorité du mouvement étudiant sur le mouvement ouvrier : le Mouvement du 22 mars, ralliant temporairement les JSU (des chrétiens sociaux) et la JCR (qui avait appris de Castro et Guevara que la paysannerie était supérieure à la classe ouvrière). Même après la grève générale du prolétariat, en octobre, les chefs de la JCR vantent encore la primauté du mouvement étudiant, son rôle d'accoucheur et d'organisateur des forces populaires.

> *Le mouvement étudiant a joué le rôle de l'avant-garde des luttes, le mouvement étudiant a joué le rôle d'avant-garde délaisse par les partis ouvriers.* (Daniel Bensaïd & Henri Weber, *Mai 1968, une répétition générale*, Maspero, 1968, p. 142)

Au passage, relevons la mansuétude de Bensaïd et Weber pour le PCF. En réalité, « *les partis ouvriers* » ne « *délaissent* » pas en 1968 « *le rôle d'avant-garde* ». Les partis sociaux-impérialistes trahissent comme en 1914, en 1936, en 1944…

(février 1968), les remous de la jeunesse ne sauraient remettre en question le train-train des bureaucrates syndicaux.

> *Rarement le « printemps social », selon l'expression consacrée, ne s'est annoncé aussi calme.* (*Voix ouvrière*, 30 avril 1968)

Le 1er mai, les syndicats, qui se contentaient les années précédentes de meetings, appellent à manifester. À Paris, le service d'ordre de la CGT, sur décision du bureau politique du PCF, attaque les cortèges aux drapeaux noirs du M22M et aux drapeaux rouges de l'Union des jeunesses communistes marxistes-léninistes (UJCML, scission maoïste de l'UEC) dont la banderole titre un mot d'ordre juste quoique très général : *« Pour une CGT de lutte de classe »* (leurs rivaux du PCMLF dénoncent la CGT comme « syndicat jaune » et… rejoignent la CFDT). Le service d'ordre de l'UJCML, trempé dans des combats contre les fascistes, tient le choc.

3 mai : l'UNEF appelle à la grève générale de l'université

Le 3 mai, le doyen de Nanterre décide la fermeture et convoque 7 étudiants, dont Cohn-Bendit, devant le conseil de discipline. L'appareil du syndicat étudiant UNEF ne constitue pas, au contraire de ceux de la CGT, de la CFDT, de FO et de la FEN, une bureaucratie corrompue par l'État et le patronat. En mai 1968, il est dirigé par le PSU. Le 3 mai, l'UNEF convoque à l'Université de la Sorbonne (faculté de lettres dans le centre de Paris) un meeting de protestation contre la fermeture de Nanterre, les menaces de sanction et l'incendie du local de l'UNEF de la Sorbonne par les fascistes d'Occident. Y participent 400 personnes, dont des militants des ESU (l'organisation étudiante du PSU), de la JCR et de la Fédération des étudiants révolutionnaires (FER, fondée par l'Organisation communiste internationaliste). Autant la JCR est encore plus opportuniste que sa maison-mère, le PCI de Pierre Frank et Michel Lequenne, autant la FER vaut mieux que sa maison-mère, l'OCI de Pierre Lambert, un personnage qui magouille dans l'ombre des appareils syndicaux et des partis réformistes depuis la 2e Guerre mondiale [voir *Cahier révolution communiste* n° 9, p. 7…]. Cependant, les deux passeront inaperçus en 1968 car le PCI travaille encore à redresser le PCF tandis que l'OCI s'acharne à mettre sur pied des regroupements « larges » avec des anarchistes, des bureaucrates syndicaux et des réformistes.

De leur côté, les étudiants staliniens distribuent à la porte du meeting un tract qui appelle de manière voilée à la répression.

> *Les responsables gauchistes prennent prétexte des carences gouvernementales et spéculent sur le mécontentement des étudiants pour tenter de bloquer le fonctionnement des facultés et empêcher la masse des élèves de travailler et de passer leurs examens.* (UEC, 3 mai 1968)



10 mai, Nanterre : Cohn-Bendit assis au mirco, Bensaïd débout à gauche de la photo

En fin d'après-midi, à la demande du recteur Roche, la police pénètre à l'intérieur de l'université et arrête les participants du meeting. Mais, dans le Quartier latin (alors peuplé largement d'étudiants), spontanément, des jeunes commencent à se rassembler au cri de : *« libérez nos camarades ! »*. La police charge brutalement, frappant tous ceux qui se trouvent sur son chemin, passants comme étudiants. Les affrontements font des centaines de blessés.

La télévision aux mains du régime gaulliste censure l'information, mais les radios dont les sièges sont dans des pays voisins retransmettent les événements qui, grâce aux récepteurs radio à transistors sont connus de toute la jeunesse.

Le syndicat étudiant, déserté par la JCR, VO et l'UJCML (qui ont en commun d'être majoritairement composés d'étudiants et de lycéens), lance un mot d'ordre de grève générale dans toutes les universités.

> *L'UNEF propose aux syndicats enseignants et ouvriers de reprendre le processus unitaire qui s'est opéré dans les faits pendant la manifestation : ouvriers, lycéens et étudiants ont ensemble riposté spontanément avec l'UNEF face à l'agression policière. Contre la répression policière, contre la presse réactionnaire, contre l'Université bourgeoise, grève générale dès lundi jusqu'à la libération de tous nos camarades, participez massivement à la manifestation au Quartier latin à 18 h 30 lundi.* (UNEF, 3 mai 1968)

Le principal syndicat des enseignants du supérieur, le SNESup-FEN s'associe. Entre l'État bourgeois et le soulèvement spontané des étudiants, les staliniens n'hésitent pas.

> *Comment qualifier ceux qui, par leurs agissements irresponsables, leurs violences, leurs injures ont provoqué cette situation…* (*L'Humanité,* 4 mai 1968)

Le tribunal correctionnel juge en fin de semaine les manifestants interpelés par la police. Quatre d'entre eux sont condamnés à 2 mois de prison ferme. Les dirigeants des centrales syndicales ouvrières se taisent. La FER diffuse l'appel de l'UNEF dans les entreprises de la région parisienne, dont Renault.



9 mai, manifestation au Quartier latin

Lundi 6 mai, la grève touche de nombreuses universités dans tout le pays. À Paris, 20 000 étudiants, lycéens, enseignants, ouvriers manifestent en fin d'après-midi. La police « républicaine » est façonnée par l'anticommunisme et les assassinats de travailleurs algériens.

> *Gardiens de l'ordre s'acharnant sur des jeunes filles, CRS chargeant des passants, rossant systématiquement des Noirs et des Arabes... Les innombrables brutalités commises dans les commissariats par des gardiens de la paix surexcités commencent à transpirer...* (Laurent Joffrin, *Mai 68, histoire des événements*, 1988, Seuil, p. 88)

Les slogans contre la répression dont le fameux *« libérez nos camarades ! »* sont repris de tous ; les novices apprennent *L'Internationale.* Lorsque les manifestants parviennent boulevard Saint-Germain, la police donne l'assaut.

> *Mais la manifestation ne se disloque pas sous le choc. Les jeunes se défendent. Ils tiennent la rue en dépit des charges furieuses et répétées de la police. Les blessés sont nombreux... Aux matraquages sauvages s'ajoutent les effets des grenades, grenades lacrymogènes, grenades au chlore qui provoquent de graves brûlures, grenades offensives aussi...* (François de Massot, *La Grève générale*, 1969, Selio, p. 36)

Les flics ne parviennent pas à briser la manifestation. C'est seulement à 22 h, lorsque l'UNEF en donne l'ordre, qu'elle se disperse.

Dans les entreprises, l'atmosphère change. Des milliers de travailleurs réalisent que d'une certaine manière, les étudiants ouvrent une brèche. Le secrétaire général de la CGT, membre du bureau politique du PCF, tout en reprenant les calomnies du parti stalinien, est contraint de protester contre la répression.

> *La violente répression dirigée contre les étudiants indigne les travailleurs. Nous réprouvons et dénonçons les brutalités policières, l'irruption de la police dans l'Université et la fermeture de deux facultés à la veille des examens. Nous exigeons la libération des étudiants emprisonnés. Nous tenons le pouvoir pour le principal responsable.* (Georges Séguy, 7 mai 2018)

L'UNEF appelle de nouveau à manifester mardi 7 mai. 60 000 personnes le font, dont de nombreux jeunes ouvriers et employés.

Le 8 mai, s'esquisse, en Bretagne et dans les Pays de la Loire, une alliance des étudiants, des salariés et d'une frange de la paysannerie avec des manifestations communes CGT-CFDT-FO-FDSEA-CDJA-UNEF sous le mot d'ordre confus *« L'Ouest veut vivre ».* À Paris, un meeting qui rassemble 20 000 personnes à la Halle aux vins (faculté de sciences) se transforme en une manifestation qui tourne en rond dans le Quartier latin sans objectif.

Le 9 mai au soir, la JCR, dont le journal s'appelle *Avant-garde jeunesse*, tient un meeting international à la Mutualité avec Ernest Mandel. En guise d'avant-garde, la JCR dissout sa propre initiative dans le « mouvement » et Cohn-Bendit co-préside. L'UJCML intervient pour dire qu'il faut abandonner le Quartier latin, la FER pour proposer une manifestation de tout le mouvement ouvrier au Quartier latin. Bensaïd déclare son accord avec Cohn-Bendit pour s'en remettre à la spontanéité des *« comités étudiants »* qui *« définiront nos actions futures ».*

10-11 mai : la répression s'abat sur les jeunes

Le 10 mai, la réouverture de la faculté de Nanterre ne suffit pas à apaiser les étudiants. Les professeurs du SNESup-FEN refusent de faire passer les examens tant que les étudiants arrêtés ne sont pas amnistiés. À l'appel de l'Unef, 30 000 personnes se rassemblent. La manifestation est renforcée par des milliers de lycéens qui ont marché toute la journée à l'appel des Comités d'action lycéens (CAL). Ni le M22M, ni la JCR, ni les ESU n'ont prévu un affrontement.

> *Vendredi, place Denfert-Rochereau, au moment où la manifestation se formait, nous avons longuement discuté avec les autres organisateurs pour savoir ce qu'on allait faire, où on allait aller. Il ne pouvait plus s'agir d'une simple procession –les étudiants n'auraient pas compris– mais on ne pouvait pas non plus chercher délibérément l'affrontement avec la police, parce qu'on n'envoie pas les gens au massacre. Notre idée était donc d'occuper un lieu, pacifiquement, et d'y rester jusqu'à ce que nos trois revendications –libération de nos camarades, retrait des forces de police du Quartier Latin, réouverture de la Sorbonne– aient été satisfaites... Personne n'avait donné l'ordre de dresser des barricades.* (Daniel Cohn-Bendit, *Le Nouvel observateur*, 15 mai 1968)

L'encerclement de la Sorbonne par les étudiants est pacifique.

> *Le soir, la manifestation de 30 000 étudiants qui passe devant la prison de la Santé et doit se diriger vers l'ORTF, arrive au Quartier latin. Là, une inspiration spontanée : on occupe le quartier, on érige 60 barricades avec pavés, voitures, grilles d'arbres et matériaux divers. Certaines font plus de deux mètres, c'est la fête.* (*Rouge,* 8 mai 2008)

L'UJCML et la FER déclarent, à juste titre, aux manifestants qui occupent de manière spontanée le Quartier latin que la jeunesse étudiante n'a pas les moyens de vaincre à elle seule le pouvoir.

> *L'orthodoxie formelle était du côté de nos contradicteurs. Comment imaginer que le mouvement étudiant, sans le concours direct de la classe ouvrière, sans unité des organisations syndicales, puisse engager seul une épreuve de force avec le pouvoir ?* (Daniel Bensaïd & Alain Krivine, *Mai si !, rebelles et repentis 68 et 88*, 1988, La Brèche, p. 20)

Mais elles prennent la décision de les abandonner. En réalité, la direction de la FER est intelligemment partisane de rester avec les manifestants. Mais le bureau politique de l'OCI lui impose le contraire au mépris de l'autonomie de l'organisation de jeunesse [voir *Cahier révolution communiste* n° 11, p. 25].

Dans la nuit, à 2 h 15, le gouvernement lance la police contre les milliers d'étudiants, de lycéens et de jeunes travailleurs restés sur place : déluge de grenades, matraquage systématique des jeunes, souvent protégés par les habitants du quartier. L'état-major de la JCR se réfugie dans l'École normale supérieure dont l'UJCML lui ouvre les portes.

> *Au lendemain du 10 mai, la violence gratuite et aveugle a rendu illégitime l'intervention des forces de l'ordre et imposé le terme de « répression ». L'illégitimité tenait à l'occupation d'un espace historiquement dévolu aux étudiants, à l'arbitraire des poursuites et des matraquages, aux atteintes à la dignité d'êtres humains, prenant la forme d'humiliations, de coups et d'injures de tous ordres en particulier à caractère xénophobe, raciste et sexuel. Les filles sont particulière visées…* (Philippe Artières & Michelle Zancarini-Fournel, *68, une histoire collective,* 2008, La Découverte, p. 215)

13 mai : manifestations massives des travailleurs

Le 11 mai, des universités sont occupées à Paris et Marseille. L'indignation devant la brutalité de la répression oblige les directions syndicales à protester : le 11 mai au matin, les directions syndicales de la CGT, de la CFDT, de la FEN et de l'UNEF décident d'appeler à une grève de 24 heures pour le lundi 13 mai. Dans la soirée, FO et la CGC s'y rallient.

Le Premier ministre annonce, après une entrevue avec le président, la réouverture de la Sorbonne et la libération de tous les manifestants arrêtés.

> *Je demande à tous, et en particuliers aux responsables des organisations représentatives d'étudiants, de rejeter les provocations de quelques agitateurs professionnels et de coopérer à un apaisement rapide et total. Cet apaisement, j'y suis pour ma part prêt. Puisse chacun entendre mon appel.* (Georges Pompidou, 11 mai 1968)

L'appareil stalinien ne peut plus protéger le gouvernement De Gaulle-Pompidou. Néanmoins, il ouvre une porte de sortie à la bourgeoisie : un débat parlementaire, et si cela ne suffit pas, un nouveau front populaire des « partis de gauche ».

> *Le groupe parlementaire communiste a demandé la convocation extraordinaire de l'Assemblée nationale. Le Parti communiste apporte et apportera son soutien total à la grande riposte unitaire prévue par les organisations syndicales ouvrières, d'étudiants et d'enseignants. Le Parti communiste propose une réunion des partis de gauche.* (PCF, *Communiqué*, 11 mai 1968)

Le 13 mai, 10 ans jour pour jour après le coup d'État du général De Gaulle, dans toute la France, les manifestations sont massives. Aux chansons ou slogans démobilisateurs habituels comme « Il était un petit ministre » chanté sur l'air de la comptine *Il était un petit navire,* la masse des manifestants préfère *L'Internationale* et les slogans : *« CRS-SS ! », « À bas De Gaulle ! », « À bas l'État policier ! »* ou *« Dix ans, ça suffit ! ».* Pas de drapeau tricolore cher au PS-SFIO et au PCF, ils sont rouges ou noirs.

Le PS-SFIO a alors une influence négligeable. Il s'est dissout depuis janvier dans un bloc électoral, la FGDS, avec des partis bourgeois dont la CIR de François Mitterrand.

> *La FGDS, dans son ensemble, ne comprend rien à mai 1968. Tout au long des événements, elle est absente, contemplant d'un oeil éberlué la partie de bras de fer entre le PCF et l'extrême-gauche.* (Jacques Kergoat, *Le Parti socialiste*, 1983, Le Sycomore, p. 222)

Par contre, le PCF semble conserver l'hégémonie sur le mouvement ouvrier ; en particulier, il contrôle étroitement la CGT. D'une part, il explique que le gouvernement peut céder ; d'autre part, il prépare une issue bourgeoise, avec une « entente des partis de gauche » (le PSU et la FGDS), au cas où les masses le renverseraient malgré tout.

> *Le mouvement est capable d'imposer à la fois les mesures d'urgence que la situation de l'Université appelle et la satisfaction des revendications ouvrières les plus pressantes. Si l'entente des partis de gauche ouvre demain une perspective claire, les jours du régime de pouvoir personnel sont comptés.* (PCF, *Communiqué*, 14 mai) 1968

Au soir du 13, le gouvernement et l'appareil stalinien pensent avoir évité le pire en lâchant un peu de vapeur. Tout semble se mettre en place pour un retour à l'ordre. Confiant, De Gaulle s'envole pour la Roumanie.

20 mai 2018

Libération immédiate de **Kadir Çinar** !

Appel à la solidarité internationale, 3 mai

Le gouvernement islamiste d'Erdoğan a procédé à 84 arrestations à la veille du 1er mai dans plusieurs villes de Turquie.

Parmi les victimes de la répression, nos camarades de Patronsuz Dünya (Un monde sans patron) nous signalent que figure Kadir Çınar, arrêté à son domicile dans la nuit du 29 avril à Bursa.

Kadir est un travailleur (chef cuisinier), un militant syndical (Dev Turizm İş), un révolutionnaire et un internationaliste. Les policiers l'ont accusé de se référer à Trotsky et d'avoir diffusé ses idées sur les réseaux sociaux. Le tribunal l'a placé en détention le 2 mai. Il est en isolement et son dossier est secret.

Libération de Kadir Çınar, de tous les prisonniers du mouvement ouvrier et du mouvement kurde, sans aucune sanction ni inculpation !

Collectif révolution permanente
IKC / Espagne
TML / Brésil

Faites prendre position à votre syndicat et protestez auprès de l'ambassade de Turquie de votre pays :

Belgique : rue Montoyer 4 1000 Bruxelles
embassy.brussels@mfa.gov.tr

Canada : 197 Wurtemburg St Ottawa, ON K1N 8L9
embassy.ottawa@mfa.gov.tr/

France : 16 av Lamballe 75016 Paris
ambassade.paris@mfa.gov.tr

Suisse : case postale 34, Lombachweg 33 3000 Berne 15
botschaft.bern@mfa.gov.tr

et faites-le nous savoir à :

freekadir@tutanota.com

Écrivez-lui à :

Kadir Çınar
Bursa H Tipi Kapalı Ceza İnfaz Kurumu
C-8 Koğuşu
Balat Mah. Cezaevi Cad. No 161-40
Nilüfer, Bursa TURQUIE

Communiqué de LO, 22 mai

À l'approche des élections turques du 24 juin, le gouvernement d'Erdogan continue sa politique d'arrestations arbitraires, touchant de nombreux militants. Parmi ceux-ci, le militant de Bursa, Kadir Çinar, a été emprisonné pour avoir diffusé les idées de Trotsky, ce que le gouvernement d'Erdogan assimile à du « terrorisme» comme il le fait pour tous ses opposants.

Lutte ouvrière proteste contre ces arrestations et en particulier contre les accusations scandaleuses qui visent Kadir Çinar. Pour se maintenir au pouvoir, le gouvernement d'Erdogan voudrait réduire pratiquement à zéro la liberté d'expression. Cela est intolérable. Kadir Çinar doit être immédiatement libéré et toutes les poursuites engagées contre lui abandonnées !





Motion du Snuipp-Fsu 92, 14 mai

Kadir Çınar est un travailleur (cuisinier de restaurant), un militant syndical (membre de Dev Turizm İş).Les policiers l'ont accusé de se référer à Trotsky et d'avoir diffusé ses idées sur les réseaux sociaux, comme s'il s'agissait d'un crime. Le tribunal l'a placé en détention le 2 mai. Il est en isolement et son dossier est secret.

Nous demandons la libération de Kadir Çınar et de tous les militants du mouvement ouvrier ou des minorités opprimées, sans aucune sanction ni inculpation !

Motion de la FSU 03, 22 mai

Le conseil départemental fédéral de la FSU de l'Allier exige des autorités turques la libération immédiate de Kadir Cinar et de tous les syndicalistes qui viennent d'être arrêtés en Turquie, il met en garde contre une nouvelle phase répressive s'en prenant aux syndicalistes et au mouvement ouvrier politique et syndical, et appelle à l'organisation d'une campagne internationale de solidarité.

Motion du syndicat CGT du centre hospitalier Guillaume Régnier de Rennes (35), 24 mai

Kadir Çınar est un travailleur (cuisinier de restaurant), un militant syndical (membre de Dev Turizm İş). Les policiers l'ont accusé de se référer à Trotsky et d'avoir diffusé ses idées sur les réseaux sociaux, comme s'il s'agissait d'un crime. Le tribunal l'a placé en détention le 2 mai. Il est en isolement et son dossier est secret. Nous demandons la libération de Kadir Çınar et de tous les militants du mouvement ouvrier ou des minorités opprimées, sans aucune sanction ni inculpation !

Relai par Arguments pour la lutte sociale, 12 mai

Les camarades du Collectif Révolution Permanente nous transmettent l'information que nous relayons bien volontiers.